



**Résultats détaillés du 1<sup>er</sup> trimestre 2018**

*17 mai 2018*

## TABLE DES MATIERES

CONSIDERATIONS PROSPECTIVES.....	3
<b>PARTIE 1 : COMPTES CONSOLIDES</b> .....	4
Comptes de résultat trimestriels consolidés non audités au 31 mars 2018 et 2017.....	4
Etats du résultat global consolidés non audités pour les périodes closes au 31 mars 2018 et 2017.....	5
Etats de situation financière consolidés non audité au 31 mars 2018 et au 31 décembre 2017 .....	6
Tableaux de flux de trésorerie consolidés non audités pour les périodes closes au 31 mars 2018 et 2017 .....	7
Variations des capitaux propres consolidés non audité pour les périodes closes au 31 mars 2018 et 2017 .....	8
Notes annexes aux comptes consolidés non audités.....	9
<b>PARTIE 2 : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS DES OPERATIONS</b> .....	28
<b>PARTIE 3 : PROCEDURES ET CONTROLES RELATIFS A LA COMMUNICATION D'INFORMATION</b> .....	38

## CONSIDERATIONS PROSPECTIVES

Ce document comprend des considérations prospectives. Ces considérations sont fondées sur la vision de la direction du Groupe et sur des hypothèses faites quant à la réalisation d'évènements futurs.

Ces considérations prospectives sont dépendantes de risques, d'incertitudes et d'hypothèses qui concernent notamment :

- Les effets négatifs potentiels sur notre liquidité ou notre résultat d'exploitation ;
- L'impact du contexte économique incertain ainsi que la volatilité des prix du gaz et du pétrole ;
- Les risques sociaux, politiques et économiques, ainsi que les autres risques liés aux opérations de CGG ;
- La capacité à intégrer avec succès les activités ou les actifs acquis par CGG ;
- La dépréciation des écarts d'acquisition sur notre bilan ;
- La capacité à vendre nos données de la librairie multi-clients ;
- L'exposition au risque de marché des changes et aux risques liés aux instruments financiers et de capitaux propres ;
- La capacité de financer les opérations dans des conditions satisfaisantes ;
- La part de la production interne dans le résultat des opérations ;
- Le développement et l'acceptation des nouveaux équipements et services de CGG ;
- Les difficultés et coûts engendrés par la protection des droits de propriété intellectuelle et l'exposition au risque de plaintes d'autres opérateurs ;
- La capacité d'attirer et de retenir des employés qualifiés ;
- L'exposition au risque de contrepartie ;
- Les risques opérationnels courants et notre capacité à avoir les assurances adéquates ;
- Les liquidités du Groupe et ses perspectives ;
- Le niveau de dépenses de l'industrie du pétrole et du gaz et les fluctuations de la demande pour les services et équipements sismiques ;
- La possibilité de mettre fin de façon unilatérale à certains des contrats en carnet de commande ou de les reporter par nos clients ;
- Les effets de la concurrence ;
- Les difficultés liées de façon temporaire ou permanente à la réduction de capacité de notre flotte ;
- Le niveau important des coûts fixes, quel que soit le niveau d'activité de l'entreprise
- L'aspect saisonnier de nos revenus ;
- les coûts de conformité ou de responsabilité liés aux lois et aux réglementations gouvernementales, y compris en matière d'environnement, de santé et de sécurité et de fiscalité ;
- les risques liés aux technologies de l'information, y compris les risques de cyber-sécurité et les risques de défaillance matérielle et logicielle;
- Le montant de l'endettement de CGG et des ratios financiers à respecter ;
- La capacité à accéder aux marchés d'endettement et d'instruments financiers durant la période couverte par ces considérations prospectives qui dépendra des conditions générales de marché et de la notation de l'endettement de CGG ;
- les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et des fournisseurs tiers;
- L'exposition au risque de taux d'intérêt ;
- la mise en œuvre d'IFRS 15, qui modifiera la constatation de certains revenus provenant de contrats avec des clients; et
- Le succès dans la gestion des risques courants ;

Il n'est pas pris ici l'engagement d'actualiser ou de réviser ces considérations prospectives en fonction de telle ou telle nouvelle information et de l'occurrence de tel ou tel événement. Par ailleurs, les considérations prospectives relatives aux divers risques, incertitudes et hypothèses évoqués dans le présent document peuvent ne pas se réaliser.

Certains de ces risques sont décrits de manière détaillée dans le rapport annuel « Document de Référence » pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et qui a été déposé à l'Autorité des Marchés Financiers le 29 mars 2018. Ce document est disponible sur le site internet [www.cgg.com](http://www.cgg.com). Une copie de ce document, qui inclut un jeu complet d'états financiers consolidés audités, peut être demandée en contactant le Service Relations Investisseurs au +33 1 64 47 34 89 ou en envoyant un mail à [invrelparis@cgg.com](mailto:invrelparis@cgg.com) ou [invrelhouston@cgg.com](mailto:invrelhouston@cgg.com) ou en écrivant à l'adresse suivante : CGG – Service Relations Investisseurs – Tour Maine Montparnasse 33 avenue du Maine – 75015 PARIS – France.

## PARTIE I : COMPTES CONSOLIDES

### COMPTES DE RESULTAT INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions ou indication contraire	1er trimestre	
	2018	2017
<b>Chiffre d'affaires</b> <sup>(1)</sup> .....	<b>245,6</b>	<b>249,4</b>
Autres produits des activités ordinaires .....	0,3	0,4
<b>Total produits des activités ordinaires</b> .....	<b>245,9</b>	<b>249,8</b>
Coût des ventes <sup>(1)</sup> .....	(238,8)	(276,3)
<b>Marge brute</b> .....	<b>7,1</b>	<b>(26,5)</b>
Coûts nets de recherche et développement .....	(7,3)	(8,2)
Frais commerciaux .....	(13,0)	(13,1)
Frais généraux et administratifs .....	(21,1)	(20,2)
Autres produits et charges, nets .....	(32,8)	(28,9)
<b>Résultat d'exploitation</b> .....	<b>(67,1)</b>	<b>(96,9)</b>
Coût de l'endettement financier brut .....	(34,1)	(47,7)
Produits financiers sur la trésorerie .....	0,9	0,9
<b>Coût de l'endettement financier net</b> .....	<b>(33,2)</b>	<b>(46,8)</b>
Autres produits (charges) financiers <sup>(2)</sup> .....	762,8	(1,6)
<b>Résultat avant impôt des entreprises intégrées</b> .....	<b>662,5</b>	<b>(145,3)</b>
Impôts sur les bénéfices <sup>(1)</sup> .....	(17,2)	(2,3)
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b> .....	<b>645,3</b>	<b>(147,6)</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence .....	1,3	2,5
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b> .....	<b>646,6</b>	<b>(145,1)</b>
<i>Attribué aux :</i>		
Actionnaires .....	\$ 645,2	(144,1)
Actionnaires <sup>(3)</sup> .....	€ 528,1	(135,6)
Participations ne donnant pas le contrôle .....	\$ 1,4	(1,0)
Nombre moyen pondéré d'actions émises <sup>(4)</sup> .....	314 214 031	46 038 287
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options <sup>(5)</sup> .....	–	–
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites <sup>(5)</sup> .....	–	–
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux obligations convertibles .....	–	–
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux bons de souscriptions .....	19 391 416	–
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif <sup>(4)</sup> .....	333 605 447	46 038 287
<b>Résultat net par action</b>		
– Base .....	\$ 2,05	(3,13)
– Base <sup>(3)</sup> .....	€ 1,68	(2,94)
– Dilué .....	\$ 1,93	(3,13)
– Dilué <sup>(3)</sup> .....	€ 1,58	(2,94)

<sup>(1)</sup> Voir les notes 1 et 3 pour plus d'information sur l'impact d'« IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

<sup>(2)</sup> Voir la note 2 pour plus d'informations sur l'impact de la restructuration financière.

<sup>(3)</sup> Converti au taux moyen de 1,2218US\$ et 1,0630US\$ pour 1 Euro respectivement aux 1ers trimestres 2018 et 2017.

<sup>(4)</sup> Le calcul du résultat net par action de base et dilué de 2017 a été ajusté suite à l'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription réalisée par CGG SA le 21 février 2018. Le nombre d'actions ordinaires émises a été ajusté rétrospectivement.

<sup>(5)</sup> Dès lors que le résultat de l'exercice 2017 est une perte, les plans d'attribution de stock-options et d'actions gratuites sous condition de performance ont un effet relatif. Par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

## ETATS DU RESULTAT GLOBAL INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US	Au 31 mars	
	2018	2017
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b> .....	<b>646,6</b>	<b>(145,1)</b>
<b>Eléments appelés à être reclassés ultérieurement dans le résultat net:</b>		
Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie.....	–	0,1
Produits (charges) nets sur actifs financiers disponibles à la vente .....	–	–
Variation de l'écart de conversion.....	9,2	6,2
<b>Total des éléments appelés à être reclassés ultérieurement dans le résultat net (1)</b> .....	<b>9,2</b>	<b>6,3</b>
<b>Eléments non classés ultérieurement en résultat:</b>		
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite .....	–	–
<b>Total des éléments non reclassés ultérieurement en résultat (2)</b> .....	<b>–</b>	<b>–</b>
<b>Autres éléments du résultat global des sociétés, nets d'impôts (1) + (2)</b> .....	<b>9,2</b>	<b>6,3</b>
<b>Etat du résultat global consolidé de la période</b> .....	<b>655,8</b>	<b>(138,8)</b>
<i>Attribué aux :</i>		
<i>Actionnaires de la société mère</i> .....	<i>652,8</i>	<i>(138,1)</i>
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i> .....	<i>3,0</i>	<i>(0,7)</i>

## ETATS DE SITUATION FINANCIERE CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US, sauf indication contraire

	31 mars 2018	31 décembre 2017
<b>ACTIF</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	538,1	315,4
Clients et comptes rattachés, nets <sup>(2)</sup> .....	402,5	522,6
Stocks et travaux en cours, nets .....	246,9	239,3
Créances d'impôt .....	65,0	61,6
Autres actifs courants, nets .....	123,4	117,0
Actifs détenus en vue de la vente .....	14,6	14,6
<b>Total actif courant</b> <sup>(2)</sup> .....	<b>1 390,5</b>	<b>1 270,5</b>
Impôts différés actif .....	21,8	21,9
Participations et autres immobilisations financières, nettes .....	61,9	62,6
Sociétés mises en équivalence .....	194,0	192,7
Immobilisations corporelles, nettes .....	331,1	330,3
Immobilisations incorporelles, nettes <sup>(2)</sup> .....	1 327,5	1 152,2
Ecarts d'acquisition des entités consolidées, nets .....	1 236,9	1 234,0
<b>Total actif non-courant</b> .....	<b>3 173,2</b>	<b>2 993,7</b>
<b>TOTAL ACTIF</b> .....	<b>4 563,7</b>	<b>4 264,2</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
Concours bancaires court terme .....	0,1	0,2
Dettes financières – part court terme <sup>(1)</sup> .....	18,4	2 902,8
Fournisseurs et comptes rattachés .....	166,9	169,9
Dettes sociales .....	132,4	153,6
Impôts sur les bénéfices à payer .....	40,2	38,7
Acomptes clients .....	21,2	25,9
Provisions – part court terme .....	56,3	58,3
Passifs courants associés avec les créances cédées .....	9,8	9,8
Autres passifs courants <sup>(2)</sup> .....	258,0	123,1
<b>Total passif courant</b> .....	<b>703,3</b>	<b>3 482,3</b>
Impôts différés passif <sup>(2)</sup> .....	55,1	62,0
Provisions – part long terme .....	118,6	121,6
Dettes financières – part long terme <sup>(1)</sup> .....	1 178,9	52,3
Autres passifs non courants .....	17,7	17,9
<b>Total dettes et provisions non-courantes</b> .....	<b>1 370,3</b>	<b>253,8</b>
Capital social : 1 553 690 491 actions autorisées et 685 408 097 émises au nominal de 0,01 € au 31 mars 2018 et 22 133 149 au 31 décembre 2017 .....	8,4	20,3
Primes d'émission et d'apport <sup>(1)</sup> .....	3 184,4	1 850,0
Réserves <sup>(1)(2)</sup> .....	(729,9)	(1 354,6)
Autres réserves .....	41,8	37,6
Titres d'autocontrôle .....	(20,1)	(20,1)
Résultats directement enregistrés en capitaux propres .....	(0,8)	(0,8)
Ecarts de conversion .....	(35,7)	(43,3)
<b>Total capitaux propres – attribuable aux actionnaires de la société mère</b> .....	<b>2 448,1</b>	<b>489,1</b>
Participations ne donnant pas le contrôle .....	42,0	39,0
<b>Total capitaux propres</b> <sup>(1)</sup> .....	<b>2 490,1</b>	<b>528,1</b>
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b> .....	<b>4 563,7</b>	<b>4 264,2</b>

Les taux de clôture au 31 mars 2018 et au 31 décembre 2017 étaient respectivement de 1,2321 US\$ pour 1 Euro et de 1,1993 US\$ pour 1 Euro.

(1) Voir la note 2 pour plus d'informations sur l'impact de la restructuration financière du 21 février 2018 sur la dette nette et sur les capitaux propres au 31 décembre 2017.

(2) Voir les notes 1 et 3 pour plus d'information sur l'impact d'« IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

**TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES**

Montants en millions de dollars US	Trois mois clos le 31 mars	
	2018	2017
<b>EXPLOITATION</b>		
Résultat net de l'ensemble consolidé <sup>(1)</sup>	646,6	(145,1)
Amortissements et dépréciations	35,9	52,9
Amortissements et dépréciations des études multi-clients <sup>(1)</sup>	6,4	47,7
Amortissements et dépréciations capitalisés en études multi-clients	(5,5)	(5,4)
Augmentation (diminution) des provisions	(7,2)	(29,1)
Charges liées aux stock-options	0,3	0,7
Plus ou moins-values de cessions d'actif	(1,2)	(0,8)
Résultat des mises en équivalence	(1,3)	(2,5)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	-
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie	(779,9)	12,0
<b>Flux de trésorerie net incluant le coût de la dette et la charge d'impôt</b>	<b>(105,9)</b>	<b>(69,6)</b>
Annulation du coût de la dette financière	33,2	46,8
Annulation de la charge d'impôt <sup>(1)</sup>	17,2	2,3
<b>Flux de trésorerie net hors coût de la dette et charge d'impôt</b>	<b>(55,5)</b>	<b>(20,5)</b>
Impôt décaissé	(2,9)	(3,1)
<b>Flux de trésorerie net avant variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>(58,4)</b>	<b>(23,6)</b>
Variation du besoin en fonds de roulement	65,5	12,8
- (augmentation) diminution des clients et comptes rattachés <sup>(1)</sup>	124,3	71,3
- (augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	2,5	(7,6)
- (augmentation) diminution des autres actifs circulants	(7,7)	(17,6)
- augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés	(15,6)	(3,0)
- augmentation (diminution) des autres passifs circulants	(38,0)	(27,1)
- impact du change sur les actifs et passifs financiers	-	(3,2)
<b>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</b>	<b>7,1</b>	<b>(10,8)</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, nette des variations de fournisseurs d'immobilisations, hors études multi-clients	(28,5)	(19,4)
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients	(62,0)	(48,3)
Valeurs de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	1,9	3,2
Plus ou moins-values sur immobilisations financières	-	4,5
Acquisition de titres consolidés, nette de trésorerie acquise	-	-
Variation des prêts et avances donnés/reçus	(0,2)	(0,7)
Variation des subventions d'investissement	-	-
Variation des autres actifs financiers non courants	1,4	(0,6)
<b>Flux de trésorerie affectés aux investissements</b>	<b>(87,4)</b>	<b>(61,3)</b>
<b>FINANCEMENT</b>		
Remboursement d'emprunts	(150,3)	(25,3)
Nouveaux emprunts	336,5	2,3
Païement du principal des contrats de crédit-bail	(1,5)	(1,6)
Augmentation (diminution) nette des découverts bancaires	(0,2)	(1,5)
Charges d'intérêt payées	(14,1)	(44,2)
<i>Augmentation de capital :</i>		
- par les actionnaires de la société mère	128,7	-
- par les participations ne donnant pas le contrôle	-	-
<i>Dividendes versés et remboursement de capital :</i>		
- aux actionnaires	-	-
- aux participations ne donnant pas le contrôle des sociétés intégrées	-	-
Acquisition et cession des titres d'autocontrôle	-	-
<b>Flux de trésorerie provenant des opérations de financement</b>	<b>299,1</b>	<b>(70,3)</b>
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	3,9	2,2
Incidence des variations de périmètre	-	(7,5)
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>222,7</b>	<b>(147,7)</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>315,4</b>	<b>538,8</b>
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>538,1</b>	<b>391,1</b>

(1) Voir les notes 1 et 3 pour plus d'information sur l'impact d'« IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

**TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS NON AUDITÉS**

(Montants en millions de dollars US excepté pour les données par actions)	Nombre d'actions émises (a)	Capita l social	Primes d'émission et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement enregistrés en Capitaux propres	Ecart de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société-mère	Particip ation ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b> .....	<b>22 133 149</b>	<b>20,3</b>	<b>1 850,0</b>	<b>(845,7)</b>	<b>171,1</b>	<b>(20,1)</b>	<b>(0,8)</b>	<b>(54,1)</b>	<b>1 120,7</b>	<b>36,1</b>	<b>1 156,8</b>
<i>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1) ....</i>									-		-
<i>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2) ...</i>							0,1		0,1		<b>0,1</b>
<i>Produits (charges) nets sur actifs financiers disponibles à la vente (3)....</i>									-		-
<i>Variation de l'écart de conversion (4) .....</i>								5,9	5,9	0,3	<b>6,2</b>
<b>Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3) +(4).....</b>							<b>0,1</b>	<b>5,9</b>	<b>6,0</b>	<b>0,3</b>	<b>6,3</b>
Résultat net (5).....				(144,1)					(144,1)	(1,0)	<b>(145,1)</b>
<b>Etat du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)+(4) +(5) .....</b>				<b>(144,1)</b>			<b>0,1</b>	<b>5,9</b>	<b>(138,1)</b>	<b>(0,7)</b>	<b>(138,8)</b>
Paiements fondés sur des actions .....				0,7					0,7		<b>0,7</b>
Variation de l'écart de conversion généré par la maison mère.....					(11,7)				(11,7)		<b>(11,7)</b>
Variation de périmètre et autres .....				0,1					0,1		<b>0,1</b>
<b>Au 31 mars 2017</b> .....	<b>22 133 149</b>	<b>20,3</b>	<b>1 850,0</b>	<b>(989,0)</b>	<b>159,4</b>	<b>(20,1)</b>	<b>(0,7)</b>	<b>(48,2)</b>	<b>971,7</b>	<b>35,4</b>	<b>1 007,1</b>

(Montants en millions de dollars US excepté pour les données par actions)	Nombre d'actions émises	Capita l social	Primes d'émission et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement enregistrés en Capitaux propres	Ecart de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société- mère	Particip ation ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2018</b> .....	<b>22 133 149</b>	<b>20,3</b>	<b>1 850,0</b>	<b>(1 354,6)</b>	<b>37,6</b>	<b>(20,1)</b>	<b>(0,8)</b>	<b>(43,3)</b>	<b>489,1</b>	<b>39,0</b>	<b>528,1</b>
<i>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1) ....</i>									-		-
<i>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2) ...</i>									-		-
<i>Produits (charges) nets sur actifs financiers disponibles à la vente (3)....</i>									-		-
<i>Variation de l'écart de conversion (4) .....</i>								7,6	7,6	1,6	<b>9,2</b>
<b>Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3) +(4).....</b>								<b>7,6</b>	<b>7,6</b>	<b>1,6</b>	<b>9,2</b>
Résultat net (5).....				645,2					645,2	1,4	<b>646,6</b>
<b>Etat du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)+(4) +(5) .....</b>				<b>645,2</b>				<b>7,6</b>	<b>652,8</b>	<b>3,0</b>	<b>655,8</b>
IFRS 15 Première application <sup>(a)</sup> .....				(20,8)					(20,8)		<b>(20,8)</b>
Réduction de capital social.....		(20,0)	20,0						-		-
Augmentation de capital <sup>(b)</sup> .....	71 932 731	0,9	126,3						127,2		<b>127,2</b>
Conversion de la dette en capital <sup>(b)</sup> .....	484 509 122	5,9	1 187,9						1 193,8		<b>1 193,8</b>
Exercice de bons de souscription <sup>(b)</sup> .....	106 833 095	1,3	0,2						1,5		<b>1,5</b>
Paiements fondés sur des actions .....				0,3					0,3		<b>0,3</b>
Variation de l'écart de conversion généré par la maison mère.....					4,2				4,2		<b>4,2</b>
<b>Au 31 mars 2018</b> .....	<b>685 408 097</b>	<b>8,4</b>	<b>3 184,4</b>	<b>(729,9)</b>	<b>41,8</b>	<b>(20,1)</b>	<b>(0,8)</b>	<b>(35,7)</b>	<b>2 448,1</b>	<b>42,0</b>	<b>2 490,1</b>

(a) Voir les notes 1 et 3 pour plus d'information sur l'impact d'« IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

(b) Voir la note 2 pour plus d'informations sur l'impact de la restructuration financière du 21 février 2018.



## NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES NON AUDITÉS

### NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES

CGG S.A. (« la Compagnie ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») est un acteur mondial dans l'industrie des services géophysiques et géologiques, qui fournit une large gamme de services pour l'acquisition, le traitement et l'interprétation de données sismiques ainsi que les logiciels de traitement et d'interprétation des données aux clients du secteur de la production et de l'exploration du gaz et du pétrole. Elle est également un fabricant mondial d'équipements géophysiques.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement (CE) n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés intermédiaires résumés ci-joint sont établis conformément à la norme IAS 34 publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptée par l'Union Européenne.

Les comptes consolidés intermédiaires ont été autorisés par le Comité d'Audit du 16 mai 2018 pour publication.

Les Etats Financiers sont présentés en dollars US et ont été préparés selon la méthode du coût historique, excepté pour certains éléments de l'actif et du passif évalués à la juste valeur.

Pour établir les Etats Financiers consolidés conformément au référentiel IFRS, certains éléments de l'état de situation financière, du compte de résultat et des informations annexes sont déterminés par la Direction du Groupe à partir de jugements et d'estimations et sur la base d'hypothèses. Les chiffres réels peuvent donc différer de façon significative des données estimées en raison de changement des conditions économiques, de modification des lois et règlements, de changement de stratégie et de l'imprécision inhérente à l'utilisation de données estimées.

#### 1.1 - Principaux principes comptables

Ces principes comptables sont identiques à ceux qui ont été retenus pour la préparation des comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2017, décrits dans le rapport annuel 20-F pour l'exercice 2017 déposé auprès de la SEC le 29 mars 2018 et le Document de Référence déposé auprès de l'AMF le même jour, à l'exception des normes et interprétations nouvellement adoptées :

- IFRS 9 « Instruments financiers — classification et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers » ;
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » ;
- Amendements d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » ;
- Améliorations annuelles 2014-2016 ;
- Amendements d'IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » ;
- IFRIC 22 « Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée ».

Les impacts de l'application d'IFRS 15 (Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients) et d'IFRS 9 (Instruments financiers — classification et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers) sont décrits ci-dessous. L'adoption des autres normes et interprétations n'a pas eu d'impact sur les comptes consolidés intermédiaires.

S'agissant des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et dont l'application n'est pas obligatoire au 31 mars 2018, le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation :

- IFRS 16 « Contrats de location » ;
- Amendements d'IFRS 9 « Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative ».

Une analyse préliminaire de l'application d'IFRS 16 « Contrats de location » est détaillée ci-dessous.

En outre, le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui ne sont pas applicables et qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 31 mars 2018:

- Amendements d'IAS 28 « Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises » ;
- Amendements d'IAS 19 « Avantages du personnel » ;
- Améliorations annuelles 2015-2017 ;
- IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » ;
- Amendements du cadre conceptuel des normes IFRS.

La revue de ces textes est actuellement en cours afin de mesurer leur impact potentiel sur les comptes consolidés.

## ***IFRS 9 « Instruments Financiers »***

IFRS 9, publiée le 24 juillet 2014 remplacera IAS 39 – Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation. Le Groupe doit adopter la norme IFRS 9 – Instruments financiers à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'application de la norme IFRS 9 n'aura pas d'impact significatif sur les comptes consolidés.

### Dépréciation des actifs financiers et des actifs contractuels

IFRS 9 introduit un nouveau modèle unique et prospectif de dépréciation fondé sur les « pertes attendues » qui remplacera le modèle existant fondé sur les « pertes avérées ». Le Groupe a évalué les pertes sur créances réelles subies au cours des dernières années. Nos clients étant généralement de grands groupes pétroliers, nationaux et internationaux, nos pertes sur créances étaient non significatives durant ces années. Nous estimons que l'application de la dépréciation selon IFRS 9 fondé sur les « pertes attendues » ne créera pas de différence significative par rapport au modèle existant. En conséquence, le Groupe continuera à utiliser le modèle de dépréciation actuel et continuera à surveiller régulièrement l'absence de pertes de crédit significatives.

## ***IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients »***

L'IASB a publié IFRS 15, une nouvelle norme traitant de la reconnaissance des revenus qui remplace toutes les normes IFRS existantes sur les revenus. La présente norme est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 avec une application rétrospective totale (les états financiers doivent être présentés comme si la norme avait toujours été en vigueur) ou une application rétrospective limitée (en comptabilisant en capitaux propres l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme à la date de première application). CGG applique la norme IFRS 15 depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 avec une application rétrospective limitée.

IFRS 15 définit le cadre en matière de reconnaissance de revenu selon un processus en cinq étapes: (i) identification du contrat avec un client, (ii) identification des différentes obligations de performance du contrat, (iii) détermination du prix de la transaction, (iv) affectation du prix de la transaction aux différentes obligations de performance, (v) reconnaissance du revenu et comptabilisation du produit lorsque les obligations de performance sont satisfaites. La deuxième étape permet la reconnaissance de revenu à l'avancement, à condition que certains critères soient respectés, selon les modalités de transfert au client du contrôle des biens et services fournis.

Le Groupe a débuté l'analyse des conséquences sur ses pratiques de la nouvelle norme dès 2014. Étant donné que CGG est constitué de secteurs d'activité différents et que l'application de cette norme nécessite une connaissance fine des opérations, le Groupe a initié en juin 2016, au-delà de l'approche globale, une analyse fine dite « bottom-up » pour chaque secteur d'activité.

Suite à cette analyse, il s'avère que l'application d'IFRS 15 n'implique pas de changement dans les politiques de reconnaissance du chiffre d'affaires pour les activités de contrats exclusifs de services, de ventes d'équipements et d'après-ventes multi-clients.

S'agissant spécifiquement des contrats avec les participants initiaux des études multi-clients (« préfinancement »), le Groupe obtient des engagements de ses clients préalablement à la réalisation de l'étude lesquels bénéficient en retour du droit de diriger ou d'influer sur le cahier des charges de l'étude ainsi qu'un accès anticipé aux données tout au long de leur acquisition et traitement. Le Groupe a procédé à une analyse approfondie du modèle d'affaires multi-client, de la pratique de l'industrie et en a discuté avec ses commissaires aux comptes et avec ses pairs. L'analyse initiale qu'en fit CGG, partagée par l'International Association of Geophysical Contractors (IAGC), consistait à considérer la reconnaissance à l'avancement du chiffre d'affaires au cours de la phase de préfinancement (méthode historique) comme une méthode comptable compatible avec la nouvelle norme IFRS 15 et comme la solution la plus pertinente pour fournir une vision fidèle de la performance industrielle et financière de la Société. Début 2018, le panel technique des commissaires aux comptes de CGG a finalement conclu que cette méthode n'était pas conforme à IFRS 15.

Suite à cette décision, CGG a étudié les mérites et la faisabilité d'un modèle de reconnaissance alternatif s'agissant des revenus de préfinancement, basé sur deux obligations de performance : une première composante Service, représentant en moyenne entre 80% et 95% du total des obligations et des avantages économiques, avec un chiffre d'affaires reconnu à l'avancement de l'acquisition des données de l'étude et de leur traitement; une seconde composante représentant la licence des données finales traitées, avec un chiffre d'affaires reconnu lors de la livraison finale de l'étude.

Cette méthode alternative de reconnaissance du chiffre d'affaires n'a pas été validée à ce stade par les commissaires aux comptes, ni même par les autorités de marché dont dépend CGG. Par ailleurs, d'autres acteurs de l'industrie ont décidé de mettre en œuvre IFRS 15 au premier trimestre 2018, avec un modèle de reconnaissance du chiffre d'affaires au cours de la phase de préfinancement basé sur une obligation de performance unique (c'est-à-dire la livraison des données finales traitées) ce qui implique le report intégral de la reconnaissance des revenus de préfinancement à la livraison des données finales traitées.

Dans ce contexte, et en l'absence d'un modèle de reconnaissance des revenus finalisé selon IFRS 15, CGG a décidé de présenter ses résultats du premier trimestre 2018 comme suit :

- (i) un jeu de comptes - appelé « données des activités » – correspondant aux chiffres utilisés pour les besoins du reporting interne et produits avec la méthode historique du Groupe (méthode à l'avancement), et
- (ii) un second jeu de comptes - appelé « données publiées » – conforme à la méthode de comptabilisation retenue par d'autres acteurs de l'industrie sismique tel que décrit ci-dessus, où l'intégralité du revenu des contrats de préfinancement est reconnue à la livraison des données finales traitées.

CGG a l'intention, au travers de nouveaux échanges avec les commissaires aux comptes et avec les autorités de marché, de continuer à plaider en faveur de la conformité à IFRS 15 du modèle de comptabilisation des revenus basé sur deux obligations de performance. Ce modèle permettrait à CGG de baser sa communication financière uniquement sur ses comptes IFRS plutôt que sur plusieurs jeux de comptes. L'objectif de CGG est d'aboutir à une position définitive avec ses commissaires aux comptes et les autorités de marché pour la publication des comptes semestriels 2018.

#### Ouverture de l'état de situation financière consolidée

Les impacts de l'adoption d'IFRS 15 sur notre état de situation financière consolidée sont présentés dans le tableau ci-dessous :

En millions de dollars US	Au 31 décembre 2017	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2018	Ajustements IFRS 15
<b><u>Actifs</u></b>			
Clients et comptes rattachés, nets .....	522,6	509,2	(13,4)
Impôts différés actifs .....	21,9	23,4	1,5
Immobilisations incorporelles, nettes .....	1 152,2	1 271,6	119,4
<b><u>Passifs</u></b>			
Autres passifs courants .....	123,1	253,7	130,6
Impôts différés passif.....	62,0	59,7	(2,3)
<b><u>Capitaux propres</u></b>			
Réserves.....	(1 354,6)	(1 375,4)	(20,8)

Les ajustements proviennent des revenus au cours de la phase de préfinancement. Au cours de l'année 2017, 144,0 millions de dollars US de chiffre d'affaires ont été reconnus à l'avancement pour des études qui n'étaient pas terminés au 31 décembre 2017. La contrepartie de ce chiffre d'affaires a été comptabilisée pour la partie non facturée et représentant 13,4 millions de dollars US en factures à établir inclus dans le poste « clients et comptes rattachés, nets » et pour la partie déjà facturée et représentant 130,6 millions de dollars US en produits constatés d'avance inclus dans le poste « autres passifs courants ». L'amortissement correspondant s'élève à 119,4 millions de dollars US et impacte le poste « immobilisations incorporelles, nettes ». L'effet cumulatif net dans les capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2018 s'élève à (20,8) millions de dollars US.

#### Compte de résultat consolidé du premier trimestre 2018

Les impacts de l'adoption d'IFRS 15 sur notre compte de résultat consolidé sont présentés dans le tableau ci-dessous :

En millions de dollars US	<b>Pour le trimestre clos le 31 mars 2018,</b>		
	Publié	Montants sans l'application d'IFRS 15	Impact de l'adoption d'IFRS 15
Chiffre d'affaires .....	245,6	294,7	(49,1)
Coût des ventes.....	(238,8)	(277,0)	38,2
Résultat d'exploitation.....	(67,1)	(56,2)	(10,9)
Impôt sur les bénéfices .....	(17,2)	(18,6)	1,4
Résultat net de l'ensemble consolidé.....	646,6	656,1	(9,5)

## Etat de situation financière consolidée au 31 mars 2018

Les impacts de l'adoption d'IFRS 15 dans notre état de situation financière consolidée sont présentés dans le tableau ci-dessous :

En millions de dollars US	Pour le trimestre clos le 31 mars 2018,		
	Publié	Montants sans l'application d'IFRS 15	Impact de l'adoption d'IFRS 15
<b><u>Actifs</u></b>			
Clients et comptes rattachés, nets .....	402,5	442,5	(40,0)
Impôts différés actifs .....	21,8	19,7	2,1
Immobilisations incorporelles, nettes .....	1 327,5	1 169,9	157,6
<b><u>Passifs</u></b>			
Autres passifs courants .....	258,0	104,9	153,1
Impôts différés passif.....	55,1	58,2	(3,1)
<b><u>Capitaux propres</u></b>			
Réserves.....	(729,9)	(699,6)	(30,3)

## Tableau de flux de trésorerie consolidé au 31 mars 2018

Les impacts de l'adoption d'IFRS 15 dans notre tableau de flux de trésorerie consolidé sont présentés dans le tableau ci-dessous :

En millions de dollars US	Pour le trimestre clos le 31 mars 2018,		
	Publié	Montants sans l'application d'IFRS 15	Impact de l'adoption d'IFRS 15
Résultat net de l'ensemble consolidé.....	646,6	656,1	(9,5)
Amortissements et dépréciations des études multi-clients.....	6,4	44,6	(38,2)
Annulation de la charge d'impôt .....	17,2	18,6	(1,4)
(Augmentation) diminution des clients et comptes rattachés.....	124,3	75,2	49,1

### ***Première analyse de l'application de l'IFRS 16 « Contrats de location » applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 (approuvée par l'Union Européenne en Novembre 2017)***

La norme IFRS 16 modifie le traitement comptable des contrats de location, principalement pour les preneurs. Elle entraîne la comptabilisation, pour tous les contrats de location, d'un actif représentant le droit d'utilisation de l'actif sous-jacent et d'une dette représentant les loyers à payer sur la durée attendue du contrat de location. Les contrats de location de moins d'un an et les contrats portant sur des actifs de peu de valeur sont exemptés des obligations posées par IFRS 16.

CGG, en tant que preneur, comptabilisera un droit d'utilisation représentant son droit d'utiliser l'actif sous-jacent et une obligation relative aux loyers à payer.

Le Groupe a commencé le travail de recensement des contrats de location et l'impact de l'application d'IFRS 16 est en cours d'évaluation.

## 1.2 - Jugements et utilisation d'estimations

Les jugements et hypothèses utilisés dans les états financiers sont résumés dans le tableau suivant :

<u>Jugements et estimations</u>	<u>Hypothèses clés</u>
Juste valeur des actifs et passifs acquis dans le cadre des différentes allocations du prix d'acquisition	Modèles utilisés pour déterminer la juste valeur
Caractère recouvrable des créances clients	Estimation du risque de défaillance des clients
Evaluation des participations et immobilisations financières	Estimation de la juste valeur des actifs financiers
Amortissement et dépréciation des études multi-clients	Estimation de la valeur des sociétés mises en équivalence
Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	Taux de marge attendu par catégorie d'études
Valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs incorporels	Durée d'utilité des actifs
Classement des dettes financières en éléments courants ou non-courants	Perspectives industrielles du marché de la géophysique et date de reprise
Avantages postérieurs à l'emploi	Taux d'actualisation (CPMC)
Provisions pour restructuration et contrats déficitaires	Avancée des négociations sur la restructuration financière
Provisions pour risques, charges et litiges	Taux d'actualisation
Reconnaissance du chiffre d'affaires	Taux d'adhésion aux avantages postérieurs à l'emploi
Coûts de développement	Taux d'inflation
Impôts différés actifs	Estimation des coûts futurs liés aux plans de restructuration et aux contrats déficitaires
	Appréciation du risque lié aux litiges auxquels le Groupe est partie prenante
	Estimation de l'avancement des contrats
	Estimation de la juste valeur des programmes de fidélisation des clients
	Estimation de la juste valeur des différents éléments identifiables d'un contrat
	Estimation des avantages futurs des projets
	Hypothèses de réalisation de bénéfices fiscaux futurs

## 1.3 – Principes comptables

### *Chiffre d'affaires*

Le chiffre d'affaires des activités ordinaires tiré de contrats conclus avec des clients est reconnu suivant le processus en cinq étapes de la norme IFRS 15. Les paragraphes suivants fournissent une description des principales natures d'obligations de performance par secteur d'activité, le moment où elles sont satisfaites, et des détails sur les prix de transaction et leurs allocations, si nécessaire.

#### Acquisition de Données Contractuelles

##### *Acquisition de Données Contractuelles Marine*

Dans le cadre de ses contrats d'acquisition contractuelle marine, le Groupe réalise des services d'acquisition de données sismiques pour le compte de clients donnés. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement, c'est-à-dire en fonction du taux d'exécution du contrat. L'avancement est calculé sur la production réalisée et livrée au client.

Les contrats précisent soit le prix total du contrat (pour les contrats clés en main et forfaitaires), soit les prix unitaires (pour les taux journaliers ou les contrats au kilomètre carré). Lorsque le contrat inclut l'acquisition et le traitement des données, l'allocation est basée sur le prix de vente unitaire de chaque prestation et le chiffre d'affaires est reconnu en fonction du pourcentage d'avancement de chaque prestation.

Dans la plupart des cas, la facturation est mensuelle et basée sur la production réalisée matérialisée par l'acceptation du client. Comme l'acceptation est souvent obtenue quelques jours après la clôture du grand livre client, la contrepartie du chiffre d'affaires reconnu au cours du mois est comptabilisée en factures à établir, c'est-à-dire en actifs sur contrats.

Lorsqu'il est prévu que les coûts soient récupérés, c'est-à-dire lorsque la marge du contrat est positive, les coûts liés au transit du navire vers une étude sont comptabilisés en tant qu'actifs au titre des coûts d'exécution du contrat. Ces actifs sont ensuite amortis sur la durée de l'étude.

##### *Acquisition Terrestre et Multi-Physique*

Dans le cadre de ses contrats d'acquisition terrestre et multi-physique, le Groupe réalise des services d'acquisition de données sismiques pour le compte de clients donnés. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires selon la méthode à

L'avancement, c'est-à-dire en fonction du taux d'exécution du contrat. Pour les contrats clés en main terrestre, l'avancement est calculé sur les coûts directs décaissés. Pour les contrats avec un taux journalier terrestre et multi-physique, l'avancement est calculé sur des rapports mensuels de production réalisée ou de services rendus.

Les contrats précisent soit le prix total du contrat (pour les contrats clés en main et forfaitaires), soit les prix unitaires (pour les taux journaliers ou les contrats au kilomètre carré). Lorsque le contrat inclut l'acquisition et le traitement des données, l'allocation est basée sur le prix de vente unitaire de chaque prestation et le chiffre d'affaires est reconnu en fonction du pourcentage d'avancement de chaque prestation.

Dans la plupart des cas, la facturation est effectuée mensuellement en fonction de la production acquise matérialisée par l'acceptation du client. Comme l'acceptation est souvent obtenue quelques jours après la clôture du grand livre client, la contrepartie du chiffre d'affaires reconnu au cours du mois est comptabilisée en factures à établir, c'est-à-dire en actifs sur contrats.

Lorsqu'il est prévu que les coûts soient récupérés, c'est-à-dire lorsque la marge du contrat est positive, les coûts liés à la mobilisation d'une équipe terrestre sont comptabilisés en tant qu'actifs au titre des coûts d'exécution du contrat. Ces actifs sont ensuite amortis sur la durée de l'étude.

## GGR

### *Contrats d'imagerie et réservoir*

Dans le cadre de ses contrats d'imagerie et réservoir, le Groupe effectue le traitement de données sismiques pour des clients spécifiques. Les contrats peuvent comprendre une ou plusieurs obligations de performance. Pour chacune des obligations de performance, le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires à l'avancement, au fur et à mesure que les services sont rendus. L'avancement est calculé comme le rapport entre le temps passé et la durée totale de la prestation. La facturation est effectuée à la fin de chaque obligation, comme définit dans le contrat. Le solde du chiffre d'affaires reconnu à l'avancement des prestations de services qui n'est pas facturé aux Clients est comptabilisé en factures à établir, c'est-à-dire en actifs sur contrats.

Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires provenant de la vente de logiciels lors de la mise à disposition du logiciel au client (et des codes/clés d'accès le cas échéant). Le chiffre d'affaires relatif à la maintenance est reconnu sur la durée du contrat. Lorsque le contrat inclut la vente du logiciel ainsi que sa maintenance, le prix est alloué en fonction du prix de vente unitaire de chaque prestation et le chiffre d'affaires pour le logiciel est reconnu lors de la mise à disposition du logiciel alors que le chiffre d'affaires pour la maintenance est reconnu sur la durée du contrat. Dans la plupart des cas pour ce type de contrats, une facture unique est émise suite à la mise à disposition de la licence et le montant correspondant à la maintenance est comptabilisé en produits constatés d'avance dès l'origine, c'est-à-dire en passifs sur contrats.

Le Groupe met à la disposition de clients spécifiques des services de conseil en géophysique où des formations. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires à l'avancement, au fur et à mesure que les prestations sont effectuées. L'avancement est calculé comme le rapport entre le temps passé et la durée totale du contrat.

Le Groupe accorde des licences d'utilisation de données géologiques à plusieurs clients. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires lors de la mise à disposition des données au client.

Le Groupe fournit des licences permettant d'accéder à une base de données géologique dynamique pour une durée limitée. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires sur la durée du contrat. Dans la plupart des cas pour ce type de contrats, une seule facture est émise en début d'année et le montant est comptabilisé en produits constatés d'avance dès l'origine, c'est-à-dire en passifs sur contrats.

### *Contrats de ventes d'études multi-clients après leur livraison*

Dans le cadre de ses contrats de ventes d'études multi-clients après leur livraison, le Groupe fournit une licence non-exclusive pour l'utilisation de données sismiques traitées à plusieurs clients. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires lors de la mise à disposition des données au client. Dans certain cas, des contrats après-vente significatifs comportent plusieurs livrables. Le revenu est alors alloué aux différents éléments du contrat en fonction du prix de vente unitaire de chacun, qui peut être différente de la ventilation contractuelle. Une facture unique est émise lors de la mise à disposition des données pour le montant total du contrat.

Dans certains cas, le chiffre d'affaires peut être comptabilisé à partir d'obligations de performance déjà réalisées par le passé. Cela arrive lorsqu'un client est déjà en possession de la licence pour certaines données et i) est racheté par un autre concurrent qui n'a pas encore la même licence (et est donc amené à payer un « *transfer fee* ») ou ii) implique un autre partenaire – lui permettant ainsi d'avoir accès aux données licenciées – pour l'exploration d'un bloc (« *farm-in* »,

« *uplift* »). Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il y a un accord sur le prix et – dans les cas des « *transfer fee* » – lorsque l'acheteur notifie le Groupe qu'il ne lui restituera pas les données.

#### *Contrats avec les participants initiaux des études multi-clients*

Merci de se référer à la Note 1.1 – « Principes Comptables - IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients »

#### Equipement

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel est comptabilisé lors de la livraison au client, c'est-à-dire lorsque le contrôle est transféré à celui-ci. Lorsque de tels contrats nécessitent un paiement anticipé partiel ou total, ces paiements sont comptabilisés comme des acomptes clients, c'est-à-dire en passifs sur contrats.

Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires provenant de la vente de logiciels lors de la mise à disposition du logiciel au client. Le chiffre d'affaires relatif à la maintenance est reconnu sur la durée du contrat. Lorsque le contrat inclut la vente du logiciel ainsi que sa maintenance, le prix est alloué en fonction du prix de vente unitaire de chaque prestation et le chiffre d'affaires pour le logiciel est reconnu lors de la mise à disposition du logiciel alors que le chiffre d'affaires pour la maintenance est reconnu sur la durée du contrat. Dans la plupart des cas pour ce type de contrats, une facture unique est émise suite à la mise à disposition de la licence et le montant correspondant à la maintenance est comptabilisé en produits constatés d'avance dès l'origine, c'est-à-dire en passifs sur contrats.

#### Etudes multi-clients

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles (y compris les éventuels coûts de transit). Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. Un test de dépréciation d'actif est effectué au moins une fois par an (ou plus fréquemment en cas d'indice de perte de valeur).

Les études multi-clients sont amorties d'une manière qui reflète le profil de consommation de leurs avantages économiques durant les périodes de préfinancement et d'après-ventes. Un taux d'amortissement de 80 % correspondant au ratio des coûts capitalisés par rapport au total des ventes attendues durant la vie comptable de l'étude est appliqué sur toute vente normative de l'étude, à moins d'indications spécifiques conduisant à l'utilisation d'un taux différent. Si tel est le cas, le taux d'amortissement est ajusté pour refléter, le cas échéant, l'impact commercial des éléments de prix convenus. Compte tenu du cycle économique d'un projet multi-clients, nos études sont en général complètement amorties ou dépréciées dans les cinq ans suivant leur livraison.

Les études multi-clients sont classées dans une même catégorie lorsqu'elles sont situées dans une même zone géographique avec les mêmes perspectives de ventes, ces estimations étant généralement fondées sur les historiques de ventes.

#### ***Dépenses de développement***

Les dépenses de recherche et développement, engagées dans le but d'acquérir un savoir-faire technique ou scientifique, sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement, si elles concernent la découverte ou l'amélioration d'un processus, sont capitalisées si les critères suivants sont réunis :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles,
- il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs. Le Groupe doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité.

Les dépenses capitalisées comprennent le coût des matériels, les salaires directs, ainsi qu'un prorata approprié de charges indirectes. Toutes les autres dépenses de développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement capitalisées sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les coûts de développement capitalisés sont amortis sur cinq ans.

Les frais de recherche et de développement en compte de résultat représentent le coût net des dépenses de développement qui ne sont pas capitalisées, des dépenses de recherche et des subventions acquises au titre de la recherche et du développement.

## NOTE 2 – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

### *Processus de restructuration financière*

*Pour plus de détails sur les étapes entreprises en 2017 du processus de restructuration financière. Se référer à la note 2 – « Evènements significatifs » des états financiers consolidés du Document de Référence 2017.*

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui s'est tenue le 13 novembre 2017 a décidé de réduire le capital social d'un montant total de 17 485 188 euros, par voie de diminution de la valeur nominale de chaque action, ramenée de 0,80 euro à 0,01 euro. La réalisation définitive de cette réduction de capital a été constatée le 15 janvier 2018 par le Conseil d'administration de la Société, qui a également constaté que le capital social est ramené d'un montant de 17 706 519 euros (son montant initial) à un montant de 221 331 euros divisé en 22 133 149 actions d'une valeur nominale d'un centime (0,01) d'euro chacune. La somme de 17 485 188 euros, correspondant au montant de la réduction de capital, a été affectée au compte « prime d'émission ».

Le 9 février 2018, CGG a réalisé avec succès une augmentation de capital avec maintien du DPS d'un montant de 112 215 060,36 euros (prime d'émission incluse) (l'« Emission avec DPS »), par voie d'émission de 71 932 731 actions de la Société (les « Actions Nouvelles ») chacune assortie d'un bon de souscription d'actions (les « BSA #2 » et ensemble avec les Actions Nouvelles, les « ABSA »), au prix de souscription unitaire de 1,56 euro par ABSA (soit 0,01 euro de nominal et 1,55 euro de prime d'émission).

A l'issue de la période de souscription qui s'est achevée le 2 février 2018, la demande totale, qui s'est élevée à 132,5 millions d'euros, a été supérieure de 20,3 millions d'euros à l'objectif visé, soit un taux de souscription de 118,06 %. Le nombre d'ABSA souscrites à titre irréductible s'élève à 65 283 036 et représente 90,76 % des ABSA à émettre. La demande à titre réductible a porté sur 19 639 466 ABSA et n'a été en conséquence que partiellement satisfaite à hauteur de 6 649 695 ABSA.

Le 21 février 2018, CGG a finalisé la mise en œuvre de son plan de restructuration financière, répondant aux objectifs de la Société de renforcer son bilan et sa flexibilité financière pour continuer à investir dans l'avenir. Ce plan comprenait (i) la conversion en capital de la quasi-totalité de la dette non-sécurisée, (ii) l'extension des échéances de la dette sécurisée et (iii) l'apport de liquidités complémentaires pour faire face à divers scénarios d'activité.

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan de restructuration financière, la Société a émis le 21 février 2018:

- 663,6 millions de dollars US en principal d'obligations sécurisées de premier rang, à échéance 2023, portant intérêt à un taux variable de Libor (plancher 1 %) + 6,5 % en numéraire et 2,05 % d'intérêts capitalisés (émis par CGG Holding (U.S.) Inc.), en échange du solde des Prêts Sécurisés, après prise en compte du remboursement partiel initial de 150 millions de dollars US ;
- 355,1 millions de dollars US et 80,4 millions d'euros en principal d'obligations sécurisées de second rang, à échéance 2024, portant intérêt à un taux variable de Libor (plancher 1%) + 4 % en numéraire et 8,5 % d'intérêts capitalisés (émis par CGG SA) (comprenant 275 millions de dollars US et 80,4 millions d'euros de nouvelles liquidités et 80,2 millions de dollars US en échange d'une partie des intérêts courus au titre des Obligations Senior (étant précisé que les obligations libellées en dollars qui correspondent aux nouvelles liquidités et à l'échange d'une partie des intérêts courus au titre des Obligations Senior sont fongibles) ;
- 71 932 731 actions de la Société (les « Actions Nouvelles ») chacune assortie d'un bon de souscription d'actions (les « BSA #2 » et ensemble avec les Actions Nouvelles, les « ABSA »), toutes souscrites en espèces par des titulaires de droits préférentiels de souscription. Les produits bruts de l'augmentation de capital de CGG s'élèvent à 112 millions d'euros;
- 35 311 528 actions nouvelles (Actions Créanciers 1) résultant de la conversion en capital des OCEANES;
- 449 197 594 actions nouvelles (Actions Créanciers 2) résultant de la conversion en capital des Obligations Senior;
- 22 133 149 bons de souscription d'actions attribués au profit des actionnaires de CGG (les « BSA #1 »);
- 113 585 276 bons de souscription d'actions au profit des souscripteurs aux Nouvelles Obligations de Second Rang (les « BSA #3 »);
- 7 099 079 bons de souscription d'actions attribués aux membres du comité ad hoc des porteurs d'Obligations Senior (les « BSA de Coordination »);
- 10 648 619 bons de souscription d'actions attribués aux membres du comité ad hoc des porteurs d'Obligations Senior (les « BSA de Garantie »).



Suite à l'émission des Actions Nouvelles, des Actions Créanciers 1 et des Actions Créanciers 2, le capital social de la Société s'établissait au 21 février 2018 à un montant de 5 785 750,02 euros, divisé en 578 575 002 actions d'une valeur nominale de 0,01 euro.

	BSA #1	BSA #2	BSA #3	BSA de Coordination	BSA de Garantie
Nombre total de BSA émis.....	22 133 149	71 932 731	113 585 276	7 099 079	10 648 619
Parité d'exercice.....	3 BSA #1 pour 4 actions nouvelles	3 BSA #2 pour 2 actions nouvelles	1 BSA #3 pour 1 action nouvelle	1 BSA de Coordination pour 1 action nouvelle	1 BSA Garantie pour 1 action nouvelle
Prix d'exercice .....	3,12 euros par action nouvelle	4,02 euros par action nouvelle	0,01 euro par action nouvelle	0,01 euro par action nouvelle	0,01 euro par action nouvelle
Nombre d'actions maximum à émettre sur exercice des BSA (hors ajustements) .....	29 477 536	47 955 154	113 585 276	7 099 079	10 648 619
Date d'échéance prévue des BSA.....	21 février 2022	21 février 2023	21 août 2018	21 août 2018	21 août 2018

Voir note 8 pour plus d'informations sur l'exercice des BSA entre le 21 février 2018 et le 31 mars 2018.

Avant la conversion en capital des dettes non sécurisées, les Obligations Senior et les OCEANES ont été respectivement radiées du marché Euro MTF de la Bourse de Luxembourg et d'Euronext Paris.

Le plan de restructuration financière de CGG est désormais finalisé.

Suite à la restructuration financière avec règlement-livraison de tous les titres et instruments, CGG bénéficie d'une situation de bilan assainie avec notamment :

- Produits nets de la restructuration du 21 février 2018 pour un montant de 308 millions de dollars US (ou de 260 millions de dollars US après le paiement des frais liés à la restructuration) converti au taux de 1,2312 pour 1€, du 21 février 2018.

	Composante en Euros (En million d'Euros)	Composante en USD (En millions de dollars)	Total (En millions de dollars)
Produits nets de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel.....	103,3	-	127,2
Produits nets de l'émission des obligations sécurisées de second rang 2024 .....	72,1	247,8	336,5
Remboursement des obligations sécurisées de premier rang 2023 .....	-	(150,0)	(150,0)
Paiement des intérêts des OCEANES.....	(4,5)	-	(5,5)
<b>Produits nets de la restructuration .....</b>	<b>170,9</b>	<b>97,8</b>	<b>308,2</b>
Paiement des frais liés à la restructuration .....	(20,3)	(22,9)	(48,0)
<b>Produits nets.....</b>	<b>150,6</b>	<b>74,9</b>	<b>260,2</b>

- La restructuration financière avec règlement-livraison de tous les titres et instruments s'est traduite au premier trimestre 2018 par un gain de 759 millions de dollars US dans le compte de résultat consolidé. De plus, les capitaux propres ont augmenté de 1 323 millions de dollars US suite à l'émission des nouvelles actions (provenant de la conversion en capital de la dette non sécurisée, de l'augmentation de capital et de l'exercice futur de BSA #3, de BSA de Coordination et de BSA de Garantie). L'augmentation totale des capitaux propres s'est élevée à 2 081 millions de dollars.

Le tableau ci-après détaille les impacts de la restructuration financière :

	Compte de résultat	Capitaux propres	Total (En millions de dollars)
Conversion en capital de la dette non sécurisée .....	1 062,1	930,6	1 992,7
Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel.....	-	127,2	127,2
Exercice futur de BSA #3, de BSA de Coordination et de BSA de Garantie .....	(250,6)	250,6	-
Commissions de souscription et commissions d'engagement des obligations sécurisées de second rang 2024 .....	(37,4)	-	(37,4)
Frais de « rollover » liés aux obligations sécurisées de premier rang 2023 <sup>(1)</sup> .....	-	-	-
Frais de conseils.....	(12,5)	-	(12,5)
Impôts différés .....	-	12,6	12,6
Autres.....	(2,9)	1,5	(1,4)
<b>Total .....</b>	<b>758,7</b>	<b>1 322,5</b>	<b>2 081,2</b>

- (1) Conformément à l'accord régissant les obligations sécurisées de premier rang émises le 21 février 2018, des frais de « rollover » de 3 % (19,9 million de dollars US) s'appliqueraient si les obligations n'étaient pas refinancées dans les 3 mois suivant la mise en œuvre de la restructuration financière. Cependant, aucun frais de « rollover » n'est dû suite au refinancement de ces obligations, le 24 avril 2018 (voir la note 9 « Evènements postérieurs à la clôture »).

La conversion en capital de la dette non sécurisée a impacté les capitaux propres à hauteur de la valeur comptable de la dette. Selon les IFRS (IFRIC 19), l'impact au compte de résultat sur la ligne «Autres produits (charges) financiers » correspond à la différence entre la valeur comptable de la dette convertie et la juste valeur des actions nouvelles. Compte tenu de l'évolution du cours de l'action entre les 21 et 22 février 2018, la société a conclu qu'un prix de souscription unitaire de 1,56 euro par action nouvelle était une estimation raisonnable de la juste valeur.

Selon IFRS 2, l'émission des BSA #3, des BSA de Coordination et des BSA de Garantie a impacté négativement le compte de résultat consolidé (sur la ligne « Autres produits (charges) financiers ») sans impact sur les capitaux propres. En raison du prix d'exercice de 0,01 euro et d'une maturité très courte de six mois, la juste valeur calculée selon la méthode Black & Scholes est de 1,56 – 0,01=1,55 euro par BSA. L'exercice des BSA impactera les capitaux propres à hauteur de la trésorerie perçue au titre de ces BSA (l'impact sera non significatif en raison du prix d'exercice de 0,01 euro par action nouvelle).

L'ensemble des frais a été comptabilisé dans le compte de résultat consolidé (sur la ligne « Autres produits (charges) financiers » pour les commissions de souscription et commissions d'engagement) sans avoir été capitalisé.

Les impôts différés passifs liés à la conversion en capital des OCEANES ont été repris en capitaux propres sans impacter le compte de résultat consolidé.

### NOTE 3 – CHIFFRE D'AFFAIRES

#### Ventilation des produits des activités ordinaires

Le tableau ci-après détaille les principales sources du chiffre d'affaires pour le 1<sup>er</sup> trimestre clos le 31 Mars 2018:

En millions de dollar US	Pour le trimestre clos le 31 mars 2018				
	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Total Consolidé
Acquisition de Données Contractuelles Marine .....	28,9	—	—	—	28,9
Acquisition Terrestre et Multi-Physique.....	32,4	—	—	—	32,4
<i>Multi-clients - préfinancements</i> .....	—	—	49,2	—	49,2
<i>Multi-clients Après-ventes</i> .....	—	—	35,2	—	35,2
Total Multi-clients .....	—	—	84,4	—	84,4
Imagerie et Réservoir.....	—	—	100,7	—	100,7
<i>Equipement, équipements terrestres</i> .....	—	—	—	51,2	51,2
<i>Equipement, équipements marines</i> .....	—	—	—	14,5	14,5
Total Equipement .....	—	—	—	65,7	65,7
Chiffre d'affaires interne .....	(0,9)	—	—	(16,5)	(17,4)
<b>Chiffre d'affaires total avant l'impact IFRS 15..</b>	<b>60,4</b>	<b>—</b>	<b>185,1</b>	<b>49,2</b>	<b>294,7</b>
Impact d'IFRS 15 sur les préfinancements.....	—	—	(49,1)	—	(49,1)
<b>Chiffre d'affaires total Groupe publié .....</b>	<b>60,4</b>	<b>—</b>	<b>136,0</b>	<b>49,2</b>	<b>245,6</b>

### Soldes des contrats

Les soldes des contrats, incluant l'impact d'IFRS 15 sont présentés ci-dessous:

<b>En millions de dollar US</b>	<b>Au 31 Mars 2018</b>	<b>Au 31 décembre 2017</b>
<b>Clients et comptes rattachés, nets.....</b>	<b>252,9</b>	<b>361,9</b>
Factures à établir.....	149,7	147,3
<b>Total actifs sur contrat.....</b>	<b>149,7</b>	<b>147,3</b>
Acomptes clients .....	(6,8)	(7,4)
Produits constatés d'avance.....	(201,3)	(180,3)
<b>Passifs sur contrat.....</b>	<b>(208,1)</b>	<b>(187,7)</b>

La baisse des créances clients est principalement due à la baisse séquentielle du chiffre d'affaires pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 comparé au trimestre clos le 31 mars 2018. Le niveau élevé des produits constatés d'avance est la conséquence directe de l'impact de la norme IFRS 15 décrit dans la note 1.1. Les préfinancements qui ne sont pas reconnus avant la livraison finale de l'étude augmentent les produits constatés d'avance (et diminuent les factures à établir dans une moindre mesure).

Les soldes des contrats, sans l'impact d'IFRS 15, se présenteraient de la façon suivante:

<b>En millions de dollar US</b>	<b>Au 31 Mars 2018</b>	<b>Au 31 décembre 2017</b>
<b>Clients et comptes rattachés, nets.....</b>	<b>252,9</b>	<b>361,9</b>
Factures à établir.....	189,7	160,7
<b>Total actifs sur contrat.....</b>	<b>189,7</b>	<b>160,7</b>
Acomptes clients .....	(6,8)	(7,4)
Produits constatés d'avance.....	(48,1)	(49,7)
<b>Passifs sur contrats.....</b>	<b>(54,9)</b>	<b>(57,1)</b>

Le Chiffre d'affaires généré entre le 31 mars 2018 et le 31 décembre 2017 et provenant des passifs sur contrat s'élève à 17,3 millions de dollar US.

Le chiffre d'affaires généré pendant la période close le 31 mars 2018 et provenant des obligations de performance remplies (ou remplies partiellement) avant le 1 janvier 2018 s'élèvent à 11,3 millions de dollar US.

### Carnet de commandes - Prix de transaction affecté aux obligations de performance qui restent à remplir

Le montant total du prix de transaction affecté aux obligations de performance non remplies ou partiellement non remplies (c'est-à-dire le carnet de commandes contractuel) au 31 mars 2018 s'élève à 700,1 millions de dollars US, dont 515,5 millions de dollar US pour 2018, 134,7 millions de dollar US pour 2019 et 49,9 millions de dollars US pour 2020 et au-delà. Ces montants sont calculés sur la base des préfinancements multi-clients reconnus à la livraison. Si le chiffre d'affaires lié au préfinancement avait été reconnu au fil du temps, conformément à l'ancienne méthode (c'est-à-dire avant IFRS 15), le montant total aurait été de 506,9 millions de dollars US dont 389,1 millions de dollars US pour 2018, 67,9 millions de dollars US pour 2019 et 49,9 millions de dollars US pour 2020.

### Actifs comptabilisés au titre des coûts d'obtention ou d'exécution de contrats

<b>En millions de dollar US</b>	<b>Au 31 Mars 2018</b>	<b>Au 31 décembre 2017</b>
Actifs comptabilisés au titre des coûts d'obtention de contrats.....	—	—
Actifs comptabilisés au titre des coûts d'exécution de contrats.....	—	0,9
<b>Total.....</b>	<b>—</b>	<b>0,9</b>

Le Groupe n'a pas de coût répondant à la définition des coûts d'obtention d'un contrat.

Les coûts comptabilisés pour l'exécution d'un contrat peuvent être les coûts relatifs à un navire en transit ou ceux d'une mobilisation d'équipe terrestre, uniquement si ces coûts peuvent être récupérés (c'est-à-dire lorsque la marge du contrat est positive).

#### NOTE 4 – DETTES FINANCIERES ET TRESORERIE

La dette financière brute du Groupe au 31 mars 2018 s'élève à 1 197,4 millions de dollars US. Elle s'élevait à 2 955,3 millions de dollars US au 31 décembre 2017. Se référer à la note 2 « Evènements significatifs » pour plus d'informations quant à l'impact de la restructuration financière finalisée le 21 février 2018 sur la dette financière.

Notre dette brute se décompose comme suit au 31 mars 2018 :

	31 mars 2018		
	Dette courante	Dette non courante	Total
	(en millions de dollars US)		
Obligations sécurisées de premier rang 2023 (intérêts capitalisés inclus) .....	—	665,0	665,0
Obligations sécurisées de premier rang 2024 (intérêts capitalisés inclus) .....	—	458,2	458,2
Emprunts bancaires et autres emprunts.....	3,9	3,4	7,3
Contrats de crédit-bail.....	5,9	52,3	58,2
<b>Sous-total</b> .....	<b>9,8</b>	<b>1 178,9</b>	<b>1 188,7</b>
Intérêts courus.....	8,6	—	8,6
<b>Dette financière</b> .....	<b>18,4</b>	<b>1 178,9</b>	<b>1 197,3</b>
Découverts bancaires .....	0,1	—	0,1
<b>Total</b> .....	<b>18,5</b>	<b>1 178,9</b>	<b>1 197,4</b>

Notre dette brute avant intérêts courus et découverts bancaires se décompose par devise comme suit au 31 mars 2018 :

En millions de dollars US	31 mars 2018
Dollar US .....	1 032,5
Euro.....	158,9
<b>Total Dette financière, hors intérêts courus et découverts bancaires</b> .....	<b>1 197,4</b>

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan de restructuration financière, CGG Holding (U.S.) Inc. a émis le 21 février 2018 des obligations sécurisées de premier rang et CGG SA a émis des obligations sécurisées de second rang. Simultanément, la quasi-totalité de la dette non sécurisée a été convertie en capitaux propres.

##### Obligations sécurisées de premier rang 2023

Le 21 février 2018, CGG Holding (U.S.) Inc. a émis 663,6 millions de dollars US d'obligations sécurisées de premier rang (665,0 millions de dollars US au 31 mars 2018 en incluant les intérêts capitalisés comptabilisés entre le 21 février 2018 et le 31 mars 2018) à échéance 2023 et portant intérêt à un taux variable de Libor (plancher à 1%) + 6,5% en numéraire et 2,05% d'intérêts capitalisés. Ces obligations sécurisées de premier rang 2023 ont été émises en échange du solde des Prêts Sécurisés après le remboursement partiel initial de 150 millions de dollars US.

*Voir note 9 « Evènements postérieurs à la clôture » pour plus d'informations quant au refinancement des obligations sécurisées de premier rang 2023. Suite à ce refinancement, la part de la dette libellée en euro a augmenté.*

##### Obligations sécurisées de second rang 2024

Le 21 février 2018, CGG SA a émis 355,1 millions de dollars US et 80,4 millions d'euros d'obligations sécurisées de second rang (458,2 millions de dollars US au 31 mars 2018 en incluant les intérêts capitalisés comptabilisés entre le 21 février 2018 et le 31 mars 2018, à un taux de 1,2321 pour 1€) à échéance 2024 et portant intérêt à un taux variable de Libor (plancher à 1%) + 4% en numéraire et 8,5% d'intérêts capitalisés. Cette émission comprend 275 millions de dollars US, 80,4 millions d'euros de nouvelles liquidités et 80,2 millions de dollars US en échange d'une partie des intérêts courus au titre des Obligations Senior (étant précisé que les obligations libellées en dollars qui correspondent aux nouvelles liquidités et à l'échange d'une partie des intérêts courus au titre des Obligations Senior sont fongibles).

Les obligations sécurisées de premier rang 2023 et les obligations sécurisées de second rang 2024 partagent le même panier de sécurités comprenant notamment la librairie multi-clients US, les titres des principales entités opérationnelles Sercel (Sercel SAS et Sercel Inc.), les titres des principales entités opérationnelles de GGR et certains prêts internes.

## NOTE 5 - ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE

Depuis le 3e trimestre 2015, le Groupe est organisé en quatre secteurs (i) Acquisition de Données Contractuelles, (ii) Géologie, Géophysique et Réservoir, (iii) Equipement, (iv) Ressources Non Opérées. L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée par le principal décideur opérationnel pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

Prenant acte du bas de cycle particulièrement long que traverse le marché sismique, et à l'aune des communications des Majors du secteur des hydrocarbures à l'été 2015 soulignant la nécessité de réduire plus encore leurs dépenses d'exploration dans un contexte de repli marqué et durable du prix du baril, CGG a décidé au troisième trimestre 2015 de mettre en œuvre de nouvelles mesures d'adaptation du Groupe et notamment de réduire sa flotte marine à cinq navires pour la dédier de manière prépondérante à la production multi-clients. Cette flotte réduite sera ainsi désormais allouée en moyenne pour deux tiers à des programmes multi-clients et pour un tiers seulement à des études exclusives. En conséquence, une partie des actifs possédés ne sera pas opérée pendant une certaine période. Les coûts de ces ressources non-opérées ainsi que les coûts du Plan de Transformation sont reportés dans le secteur opérationnel « Ressources Non-Opérées ».

Ces secteurs sont les suivants:

- **Acquisition de Données Contractuelles**, qui regroupe les secteurs opérationnels suivants :
  - Acquisition Marine : services d'acquisition de données sismiques menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
  - Acquisition Terrestre et Multi-physique : autres services d'acquisition de données sismiques menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique.
- **Géologie, Géophysique et Réservoir (« GGR »)**. Ce secteur opérationnel regroupe les activités données multi-clients (développement et gestion d'une bibliothèque d'études sismiques et géologiques que nous menons et vendons à plusieurs clients sur une base non-exclusive), et Imagerie et Réservoir (services de traitement, d'imagerie et d'interprétation de données et d'études de réservoir pour des tiers, conseil géophysique et solutions logiciels sismiques et solutions de gestion de données géologiques). Ces deux secteurs opérationnels combinent souvent leurs offres commerciales générant ainsi des synergies entre leurs activités respectives. Le secteur GGR inclut les coûts, les investissements industriels et les capitaux employés des bateaux alloués à la production multi-clients ;
- **Equipement**, qui est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine. Nous opérons cette activité au travers de notre sous-groupe Sercel ;
- **Ressources Non Opérées**, qui comprend les coûts des ressources marines non opérées ainsi que les coûts du Plan de Transformation du Groupe (principalement des provisions pour restructuration et des provisions pour contrats déficitaires). Les capitaux employés de ce secteur comprennent les actifs non opérés et les provisions relatives au Plan de Transformation. Dans ce secteur, la valeur recouvrable retenue est la juste valeur diminuée des coûts de sortie.

En complément du résultat d'exploitation, le résultat avant charges d'intérêts et d'impôts (« EBIT ») peut être utilisé comme un indicateur de performance pour les secteurs par le management.

L'EBIT est défini comme le résultat d'exploitation plus le résultat des sociétés mise en équivalence. C'est un agrégat utilisé par le management pour apprécier la contribution des entités mises en équivalence aux résultats du Groupe.

L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières, impôts, résultat des sociétés mises en équivalence, dépréciations, amortissements nets de ceux capitalisés dans la librairie multi-clients, et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites sous conditions de performance. L'EBITDAS est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par certains investisseurs pour déterminer les flux liés à l'exploitation et la capacité à rembourser le service de la dette et à financer les investissements nécessaires.

Les ventes internes analytiques entre les secteurs d'activité sont effectuées aux prix du marché. Elles correspondent principalement à des ventes de matériels effectuées par le secteur Équipements pour les secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR (la référence étant le marché spot). Comme GGR comprend la capacité marine allouée aux études multi-clients, il n'y a plus de services rendus par l'Acquisition de Données Contractuelles pour GGR au titre des études multi-clients. Les transactions entre les filiales du Groupe sont effectuées au prix du marché.

Ces revenus inter-secteurs et le résultat opérationnel en découlant sont éliminés en consolidation et présentés dans la colonne « Éliminations et autres ».

Les ventes inter-secteurs du secteur Équipement et le résultat opérationnel en découlant, sont éliminés en consolidation et présentés comme suit dans les tableaux ci-dessous : (i) le résultat d'exploitation et l'EBIT relatif à nos secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR sont présentés après élimination des dépenses d'amortissement correspondant aux marges inter-segments incluses dans les immobilisations vendues par le secteur Équipements aux secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR ; et (ii) les dépenses d'investissements industriels de nos secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR sont présentées après élimination de la marge inter-secteur.

Les frais de siège qui couvrent principalement les activités de direction, de financement et d'administration juridique et fiscale sont inclus dans la colonne « Éliminations et autres » dans les tableaux qui suivent. Le Groupe ne présente pas d'éléments du résultat financier par secteur d'activité dans la mesure où ces indicateurs sont suivis au niveau de la société-mère.

Les actifs identifiables sont ceux utilisés dans l'activité de chaque secteur d'activité. Les actifs non affectés aux activités et ceux du siège sont relatifs aux « Participations et autres immobilisations financières » et « Trésorerie et équivalents de trésorerie » dans les états de situation financière consolidés. Le Groupe ne présente pas ces actifs par zone géographique.

Les capitaux employés représentent le total des actifs hors « Trésorerie et équivalents de trésorerie », moins (i) les « Passifs courants » hors « Concours bancaires » et « Dettes financières court terme » et (ii) les passifs non courants hors « Dettes financières ».

Les tableaux ci-après présentent le chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation, l'EBITDAS et l'EBIT par secteur d'activité, ainsi que le chiffre d'affaires par zone géographique (localisation client).

### Analyse par Secteur d'activité

#### Pour le trimestre clos le 31 mars 2018

En millions de dollars US sauf pour les actifs et les capitaux employés (en milliards de dollars US)	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Équipement	Eliminations et Autres	Données des activités	Ajustements IFRS 15	Plan de Transformation / Restructuration Financière	Total Consolidé / Données Publiées
Chiffre d'affaires tiers .....	60,4	–	185,1	49,2	–	294,7	(49,1)	–	245,6
Chiffre d'affaires inter-secteur.....	0,9	–	–	16,5	(17,4)	–	–	–	–
<b>Chiffre d'affaires total .....</b>	<b>61,3</b>	<b>–</b>	<b>185,1</b>	<b>65,7</b>	<b>(17,4)</b>	<b>294,7</b>	<b>(49,1)</b>	<b>–</b>	<b>245,6</b>
Dotation aux amortissements (hors multi-clients).....	(9,2)	–	(19,3)	(7,3)	(0,1)	(35,9)	–	–	(35,9)
Dotation aux amortissements multi-clients .....	–	–	(44,6)	–	–	(44,6)	38,2	–	(6,4)
<b>Résultat d'exploitation <sup>(2)</sup> .....</b>	<b>(34,4)</b>	<b>(7,0)</b>	<b>38,4</b>	<b>(9,9)</b>	<b>(9,4)</b>	<b>(22,3)</b>	<b>(10,9)</b>	<b>(33,9)</b>	<b>(67,1)</b>
<b>EBITDAS .....</b>	<b>(25,1)</b>	<b>(7,0)</b>	<b>96,9</b>	<b>(2,6)</b>	<b>(9,2)</b>	<b>53,0</b>	<b>(49,1)</b>	<b>(33,9)</b>	<b>(30,0)</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence <sup>(1)</sup> .....	5,3	(3,5)	(0,5)	–	–	1,3	–	–	1,3
<b>Résultat avant intérêts et taxes <sup>(2)</sup> .....</b>	<b>(29,1)</b>	<b>(10,5)</b>	<b>37,9</b>	<b>(9,9)</b>	<b>(9,4)</b>	<b>(21,0)</b>	<b>(10,9)</b>	<b>(33,9)</b>	<b>(65,8)</b>
Acquisition d'immobilisations (hors multi-clients) <sup>(3)</sup> .....	14,7	–	14,9	2,1	(3,2)	28,5	–	–	28,5
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients-clients, nettes de trésorerie .....	–	–	62,0	–	–	62,0	–	–	62,0
<b>Capitaux employés .....</b>	<b>0,3</b>	<b>0,1</b>	<b>2,2</b>	<b>0,6</b>	<b>–</b>	<b>3,2</b>	<b>(0,1)</b>	<b>–</b>	<b>3,1</b>
<b>Total Actif .....</b>	<b>0,5</b>	<b>0,1</b>	<b>2,6</b>	<b>0,6</b>	<b>–</b>	<b>3,8</b>	<b>0,1</b>	<b>–</b>	<b>3,9</b>

#### Pour le trimestre clos le 31 mars 2017

En millions de dollars US sauf pour les actifs et les capitaux employés (en milliards de dollars US)	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Équipement	Eliminations et Autres	Données des activités	Plan de Transformation	Total Consolidé / Données Publiées
Chiffre d'affaires tiers .....	65,8	–	158,0	25,6	–	249,4	–	249,4
Chiffre d'affaires inter-secteur.....	0,7	–	–	6,8	(7,5)	–	–	–
<b>Chiffre d'affaires total .....</b>	<b>66,5</b>	<b>–</b>	<b>158,0</b>	<b>32,4</b>	<b>(7,5)</b>	<b>249,4</b>	<b>–</b>	<b>249,4</b>
Dotation aux amortissements (hors multi-clients).....	(13,4)	(12,3)	(19,4)	(7,6)	(0,2)	(52,9)	–	(52,9)
Dotation aux amortissements multi-clients .....	–	–	(47,7)	–	–	(47,7)	–	(47,7)
<b>Résultat d'exploitation <sup>(2)</sup> .....</b>	<b>(38,6)</b>	<b>(20,3)</b>	<b>18,3</b>	<b>(16,4)</b>	<b>(10,2)</b>	<b>(67,2)</b>	<b>(29,7)</b>	<b>(96,9)</b>
<b>EBITDAS .....</b>	<b>(25,2)</b>	<b>(8,0)</b>	<b>80,2</b>	<b>(8,7)</b>	<b>(9,6)</b>	<b>28,7</b>	<b>(29,7)</b>	<b>(1,0)</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence <sup>(1)</sup> .....	2,5	–	–	–	–	2,5	–	2,5
<b>Résultat avant intérêts et taxes <sup>(2)</sup> .....</b>	<b>(36,1)</b>	<b>(20,3)</b>	<b>18,3</b>	<b>(16,4)</b>	<b>(10,2)</b>	<b>(64,7)</b>	<b>(29,7)</b>	<b>(94,4)</b>
Acquisition d'immobilisations (hors multi-clients) <sup>(3)</sup> .....	4,6	–	11,2	3,1	0,5	19,4	–	19,4
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients-clients, nettes de trésorerie .....	–	–	48,3	–	–	48,3	–	48,3
<b>Capitaux employés .....</b>	<b>0,4</b>	<b>–</b>	<b>2,3</b>	<b>0,6</b>	<b>–</b>	<b>3,3</b>	<b>–</b>	<b>3,3</b>
<b>Total Actif .....</b>	<b>0,6</b>	<b>0,4</b>	<b>2,5</b>	<b>0,6</b>	<b>0,1</b>	<b>4,2</b>	<b>–</b>	<b>4,2</b>

(1) Le résultat opérationnel des sociétés mises en équivalence s'élève à 3,9 millions de dollars US pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2018 contre 3,7 millions de dollars US pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2017.

(2) Pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2018, la colonne « Eliminations et Autres » inclut des frais de siège d'un montant de (8,1) millions de dollars US et des éliminations inter-secteurs pour (1,3) millions de dollars US. Pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2017, la colonne « Eliminations et Autres » incluait des frais de siège d'un montant de (8,1) millions de dollars US et des éliminations inter-secteurs pour (2,1) millions de dollars US.

(3) Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles comprennent des coûts de développement capitalisés de (8,0) millions de dollars US pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2018 et (6,5) millions de dollars US pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2017. La colonne « Eliminations et Autres » correspond à la variation des fournisseurs d'immobilisations.

## Chiffre d'affaires par zone géographique avant IFRS 15 (Chiffre d'affaires des activités)

Le tableau ci-après présente les chiffres d'affaires des activités par destination géographique et leur poids par rapport au chiffre d'affaires des activités total (hors ajustement IFRS 15):

En millions de dollars US, excepté les pourcentages	Pour le trimestre clos le 31 mars			
	2018		2017	
Amérique du nord.....	57,2	19 %	77,5	31 %
Amérique latine .....	59,6	20 %	60,6	24 %
Europe, Afrique et Moyen Orient .....	103,2	36 %	73,1	30 %
Asie Pacifique.....	74,7	25 %	38,2	15 %
<b>Total Chiffre d'affaires des activités .....</b>	<b>294,7</b>	<b>100 %</b>	<b>249,4</b>	<b>100 %</b>

## NOTE 6 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES

En millions de dollar US	Pour les trois mois clos le 31 mars	
	2018	2017
Dépréciation d'actifs.....	—	—
Charges de restructuration .....	(39,8)	(113,8)
Variation des provisions pour restructuration .....	5,9	84,1
<b>Dépréciations exceptionnelles et charges de restructuration, nettes .....</b>	<b>(33,9)</b>	<b>(29,7)</b>
Autres produits (charges) non récurrents .....	—	—
Gains (pertes) de change sur contrats de couverture.....	—	—
Plus (moins) values sur cessions d'actifs.....	1,1	0,8
<b>Total Autres produits et charges, net.....</b>	<b>(32,8)</b>	<b>(28,9)</b>

### Pour les trois mois clos le 31 mars 2018

#### *Charges de restructuration et variation des provisions pour restructuration*

Les coûts de restructuration liés au Plan de Transformation du Groupe se sont élevés à (33,9) millions de dollars US et comprennent:

- (i) 12,5 millions de dollars US d'honoraires professionnels principalement liés aux procédures de sauvegarde française ainsi que dans le Chapter 11 aux États-Unis (voir note 2 « Engagement du processus de restructuration financière ») ; et
- (ii) 21,4 millions de dollars US d'autres charges de restructuration au titre du Plan de Transformation du Groupe.

#### *Plus (moins) values sur cessions d'actifs*

Ce poste comprend des plus ou moins-values sur cessions d'actifs, ainsi que le coût des équipements marine endommagés et/ou mis au rebut.

### Pour les trois mois clos le 31 mars 2017

#### *Charges de restructuration et variation des provisions pour restructuration*

Au cours du premier trimestre 2017, le Groupe a dépensé 113,8 millions de dollars US au titre du Plan de Transformation du Groupe. Ces coûts ont été partiellement compensés par les reprises de provisions correspondantes.

Ces coûts comprenaient également 66,2 millions de dollars US de charges de restructuration liés aux accords permettant de réduire les montants dus au titre des contrats d'affrètement de trois navires d'exploration sismique mis à l'arrêt et d'un navire d'exploration sismique en opération. Ces coûts sont partiellement compensés par les reprises de provisions correspondantes (note 2 « Evènements Marquants » dans notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2017).

#### *Plus (moins) values sur cessions d'actifs*

Ce poste comprenait des plus ou moins-values sur cessions d'actifs, ainsi que le coût des équipements marine endommagés et/ou mis au rebut.



## NOTE 7 – PASSIFS COURANTS ASSOCIES AVEC LES CREANCES CEDEES

En 2017, le Groupe a conclu un contrat avec une institution financière afin de percevoir des paiements anticipés dans le cadre d'un projet d'acquisition marine et de traitements de données avec un client. Le droit à collecter les factures à émettre est transféré à une institution financière après acceptation mensuelle par le client de l'avancement des travaux en cours. Néanmoins, les termes de ce contrat ne permettent pas la décomptabilisation de ces travaux en cours financés (comptabilisés dans le poste « Clients et comptes rattachés »). Une dette correspondant aux paiements reçus a été comptabilisée dans le poste « Passifs courants associés avec les créances cédées » dans l'Etat de Situation Financière Consolidé.

Au 31 mars 2018, nous avons comptabilisé un montant de 9,8 millions de dollars US dans le poste « Passifs courants associés avec les créances cédées » dans l'Etat de Situation Financière Consolidé dans le cadre de l'accord décrit ci-dessus.

Le Groupe a également conclu un contrat d'affacturage avec la même institution bancaire. Au 31 mars 2018, le montant total des créances commerciales transférées s'élevait à 37,2 millions de dollars US. Les principaux risques conservés par le Groupe sont le risque de non-paiement pour une période de 60 jours et le risque de litige commercial, lesquels ont été historiquement bas au regard des créances transférées. En conséquence, le Groupe a constaté un montant s'élevant à 3,7 millions de dollars US correspondant à son implication continue. Les coûts relatifs reconnus en résultat d'exploitation sont non significatifs.

## NOTE 8 – CAPITAL SOCIAL ET PLAN D'OPTIONS

### Capital social et bon de souscription d'actions

Les opérations sur capital pour les trois mois clos le 31 mars 2018 ont été les suivantes :

- une réduction de la valeur nominale de chaque action de 0,80 euro à 0,01 euro (voir note 2 pour plus de détails),
- la Société a émis le 21 février 2018 (voir note 2 pour plus de détails) :
  - 71 932 731 actions de la Société (les « Actions Nouvelles ») chacune assortie d'un bon de souscription d'actions (les « BSA #2 » et ensemble avec les Actions Nouvelles, les « ABSA »), toutes souscrites en espèces par des titulaires de droits préférentiels de souscription. Les produits bruts de l'augmentation de capital de CGG s'élèvent à 112 millions d'euros;
  - 35 311 528 actions nouvelles (Actions Créanciers 1) résultant de la conversion en capital des OCEANES;
  - 449 197 594 actions nouvelles (Actions Créanciers 2) résultant de la conversion en capital des Obligations Senior;
  - 22 133 149 bons de souscription d'actions attribués au profit des actionnaires de CGG (les « BSA #1 »);
  - 113 585 276 bons de souscription d'actions au profit des souscripteurs aux Nouvelles Obligations de Second Rang (les « BSA #3 »);
  - 7 099 079 bons de souscription d'actions attribués aux membres du comité ad hoc des porteurs d'Obligations Senior (les « BSA de Coordination »);
  - 10 648 619 bons de souscription d'actions attribués aux membres du comité ad hoc des porteurs d'Obligations Senior (les « BSA Garantie »).

Suite à l'émission des Actions Nouvelles, des Actions Créanciers 1 et des Actions Créanciers 2, le capital social de la Société s'établit à un montant de 5 785 750,02 euros, divisé en 578 575 002 actions d'une valeur nominale de 0,01 euro.

- l'exercice des BSA entre le 21 février 2018 et le 31 mars 2018 est détaillé dans le tableau ci-dessous :

	BSA #1	BSA #2	BSA #3	BSA de Coordination	BSA Garantie
Nombre total de BSA émis	22 133 149	71 932 731	113 585 276	7 099 079	10 648 619
Nombre total de BSA exercés	22 233	24 567	93 162 051	5 450 007	8 175 015
Nombre total de BSA restant	22 110 916	71 908 164	20 423 225	1 649 072	2 473 604
Parité d'exercice	3 BSA #1 pour 4 actions nouvelles	3 BSA #2 pour 2 actions nouvelles	1 BSA #3 pour 1 action nouvelle	1 BSA de Coordination pour 1 action nouvelle	1 BSA Garantie pour 1 action nouvelle
Prix d'exercice	3,12 euros par action nouvelle	4,02 euros par action nouvelle	0,01 euro par action nouvelle	0,01 euro par action nouvelle	0,01 euro par action nouvelle
Nombre d'actions maximum à émettre sur exercice des BSA (hors ajustements)	29 477 536	47 955 154	113 585 276	7 099 079	10 648 619
Nombre d'actions émises	29 644	16 378	93 162 051	5 450 007	8 175 015
Nombre d'actions à émettre	29 447 892	47 938 776	20 423 225	1 649 072	2 473 604
Date d'échéance prévue des BSA	21 février 2022	21 février 2023	21 août 2018	21 août 2018	21 août 2018

Suite à l'émission des Actions Nouvelles, des Actions Créanciers 1, des Actions Créanciers 2 et de l'exercice des BSA, le capital social de la Société s'établit à un montant de 6 854 080,97 euros, divisé en 685 408 097 actions d'une valeur nominale de 0,01 euro au 31 mars 2018.

#### Plan d'options

Le tableau qui suit résume l'information relative aux options non exercées au 31 mars 2018 :

Date de résolution du Conseil d'Administration	Options attribuées	Options non exercées au 31/03/18	Prix d'exercice par action (€)	Date d'expiration	Durée de vie résiduelle
21 octobre 2010	120 000	3 994	167,95	21 octobre 2018	6,7 mois
24 mars 2011	1 164 363	98 064	253,30	24 mars 2019	11,8 mois
26 juin 2012	1 410 625	50 436	186,62	26 juin 2020	26,9 mois
24 juin 2013	1 642 574	78 892	193,27	24 juin 2021	38,8 mois
26 juin 2014	1 655 843	105 711	107,66	26 juin 2022	50,9 mois
25 juin 2015	1 769 890	122 189	62,92	25 juin 2023	62,9 mois
23 juin 2016	6 658 848	471 856	8,52	23 juin 2024	74,8 mois
<b>Total</b>	<b>14 422 143</b>	<b>931 142</b>			

Suite à l'augmentation de capital intervenue en février 2018, les plans d'options ont été ajustés de la manière suivante :

Date des plans	Nombre d'options au 21 février 2018	Prix d'exercice avant ajustement (€)	Prix d'exercice ajusté (€)
21 octobre 2010	3 994	428,80	167,95
24 mars 2011	98 064	646,72	253,30
26 juin 2012	50 436	476,48	186,62
24 juin 2013	78 892	493,44	193,27
26 juin 2014	105 711	274,88	107,66
25 juin 2015	122 189	160,64	62,92
23 juin 2016	471 856	21,76	8,52

## NOTE 9 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

### Refinancement des obligations sécurisées de premier rang à échéance en 2023

Les accords des obligations sécurisées de premier rang venant à échéance en 2023 et émises le 21 février 2018 (appelées dans ce paragraphe les « Obligations de Premier Rang Refinancées ») par CGG Holding (U.S.) Inc. (une filiale détenue indirectement à 100 % par CGG SA) dans le cadre du plan de restructuration prévoyait une fenêtre de refinancement au pair. Pour profiter de cette fenêtre, le Groupe a lancé le 6 avril 2018 une nouvelle offre d'obligations sécurisées de premier rang pour refinancer les « Obligations de Premier Rang Refinancées ».

Le 24 avril 2018, CGG Holding (U.S.) Inc. a émis des obligations sécurisées de premier rang à échéance 2023 d'un montant nominal total de 300 millions de dollars US portant intérêt au taux de 9,000% et d'un montant nominal total de 280 millions d'euros portant intérêt au taux de 7,875% (ensemble, les « Nouvelles Obligations de Premier Rang »).

Ces « Nouvelles Obligations de Premier Rang » représentent un montant nominal total de 645 millions de dollars US (convertis au taux de 1,2323 pour 1€) à un coupon moyen pondéré de 8,40%. En refinançant intégralement les « Obligations de Premier Rang Refinancées » avant le 21 mai 2018, le Groupe évite la capitalisation en principal de la commission de renouvellement (« rollover fee ») de 3% (correspondant à environ 20 millions de dollars US), réduit le montant de ses charges d'intérêt comparé aux « Obligations de Premier Rang Refinancées » (qui portaient intérêt à un taux annuel égal au Libor à trois mois plus 6,50% en numéraire et 2,05% d'intérêts capitalisés) et bénéficie d'une période plus courte pendant laquelle le remboursement anticipé des obligations n'est pas autorisé (avril 2020 pour les « Nouvelles Obligations de Premier Rang » contre février 2021 pour les « Obligations de Premier Rang Refinancées »).

Le 9 mai 2018, CGG Holding (U.S.) Inc. a utilisé le produit de l'émission, complété des liquidités nécessaires, pour le remboursement anticipé total des « Obligations de Premier Rang Refinancées ».

Les « Nouvelles Obligations de Premier Rang » et les obligations sécurisées de second rang à échéance 2024 partagent le même panier de sécurités qui comprend notamment la librairie Multi Client US, les titres des principales entités opérationnelles de Sercel (Sercel SAS et Sercel Inc.), les titres des entités opérationnelles significatives de GGR et certains prêts internes.

### Renouvellement de la gouvernance

Le Conseil d'administration de CGG, réuni le 26 avril 2018, a nommé Philippe Salle au poste de Président du Conseil d'administration. Sophie Zurquiyah a pris ses fonctions de Directeur général du Groupe et a été nommée administrateur par l'assemblée générale réunie le même jour. Depuis le début de l'exercice, le conseil d'administration de CGG a achevé le processus de renouvellement de la gouvernance du groupe avec la cooptation de 6 nouveaux administrateurs.

La composition du Conseil d'administration de CGG est la suivante :

<u>Nom</u>	<u>Fonctions</u>
Mr. Philippe Salle <sup>(a)</sup>	Administrateur indépendant et Président du Conseil d'administration
Mme. Sophie Zurquiyah <sup>(a)</sup>	Administrateur et Directeur général
Mr. Mario Ruscev <sup>(a)</sup>	Administrateur indépendant
Mr. Robert F. Semmens	Administrateur
Mme. Anne-France Laclide	Administrateur indépendant
Mme. Gilberte Lombard	Administrateur indépendant
Mme. Colette Lewiner <sup>(a)</sup>	Administrateur indépendant
Mme. Helen Lee Bouygues <sup>(a)</sup>	Administrateur indépendant
Mme. Heidi Petersen <sup>(a)</sup>	Administrateur indépendant
Mr. Michael Daly	Administrateur indépendant
Mr. Patrice Guillaume <sup>(b)</sup>	Administrateur représentant les salariés

(a) Nommé en 2018

(b) Administrateur représentant les salariés en application de l'article L.225-27-1 du Code de commerce

## **PARTIE 2 : PRESENTATION ET ANALYSE DU CONTEXTE ET DES RESULTATS DES OPERATIONS**

### **Organisation du Groupe**

Depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2015, le Groupe est organisé en quatre segments (i) Acquisition de Données Contractuelles, (ii) Géologie, Géophysique et Réservoir (« GGR »), (iii) Equipement et (iv) Ressources Non-Opérées (« NOR »). L'information financière est présentée par segment d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée par le principal décideur opérationnel pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

Comme présenté sous la rubrique « Facteurs affectant les résultats des opérations – Coûts fixes, Plan de Transformation et redimensionnement de la flotte », nous avons débuté la mise en œuvre de notre Plan de Transformation au premier trimestre 2014. En février 2015, alors que les conditions de marché se sont encore détériorées, avec une nouvelle perspective baissière sur le prix du pétrole, nous avons décidé de mettre en œuvre de nouvelles mesures d'adaptation du Groupe et notamment de réduire notre flotte marine à cinq navires 3D de grande capacité pour la dédier de manière prépondérante à des programmes multi-clients. Cette flotte réduite sera ainsi allouée en moyenne pour deux tiers à des programmes multi-clients et pour un tiers seulement à des études exclusives. En conséquence, une partie des actifs possédés ne sera pas opérée pendant une certaine période. Les coûts de ces ressources non-opérées ainsi que les coûts du Plan de Transformation sont reportés dans le segment Ressources Non-Opérées. Depuis avril 2017, et la mise en place du nouveau régime de propriété de la flotte, les navires non-opérés et leurs coûts associés (incluant notamment les coûts de « cold-stacking ») ont été transférés à Global Seismic Shipping AS (« GSS »).

*Pour plus d'informations, se référer à la note 2 « Evènements significatifs » des états financiers consolidés du Document de Référence 2017.*

Les 4 segments d'activité sont les suivants :

- **Acquisition de Données Contractuelles** qui regroupe les secteurs opérationnels suivants :
  - Acquisition Marine : services d'acquisition de données sismiques marine menés pour le compte d'un client spécifique ;
  - Acquisition Terrestre et Multi-Physique : autres services d'acquisition de données sismiques menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique.
- **GGR** qui regroupe les activités Données Multi-clients (développement et gestion d'une bibliothèque d'études sismiques et géologiques que nous réalisons et vendons à plusieurs clients sur une base non-exclusive) et Imagerie Subsurface et Réservoir (services de traitement, d'imagerie et d'interprétation de données et d'études de réservoir pour des tiers, conseil géophysique et solutions logiciels sismiques et solutions de gestion de données géologiques). Ces deux activités opérationnelles combinent souvent leurs offres commerciales générant ainsi des synergies entre leurs activités respectives. Le segment GGR inclut les coûts, les investissements industriels et les capitaux employés des navires alloués aux programmes multi-clients.
- **Equipement** en charge de la conception, de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités d'acquisition terrestre et marine. Nous opérons cette activité au travers de notre sous-groupe Sercel.
- **NOR** qui comprend notamment les coûts de ressources marines non-opérées ainsi que les coûts liés au Plan de Transformation du Groupe (principalement des provisions pour restructuration et des provisions pour contrats déficitaires). Les capitaux employés de ce segment comprennent principalement les actifs marins non-opérés et les provisions relatives au Plan de Transformation du Groupe. Dans ce segment, la valeur recouvrable retenue est la juste valeur diminuée des coûts de sortie.

### **Processus de restructuration financière et refinancement des Obligations de Premier Rang Refinancées**

Le 21 février 2018, le Groupe a finalisé la mise en œuvre de son Plan de Restructuration Financière répondant aux objectifs de renforcement de son bilan et de flexibilité financière pour continuer à investir dans l'avenir. Ce plan comprend (i) la conversion en capital de la quasi-totalité de la dette non-sécurisée, (ii) l'extension de maturité de la dette sécurisée et (iii) l'apport de liquidités complémentaires pour faire face à divers scénarios d'activité.

*Voir la note 2 « Evènements significatifs » des états financiers intermédiaires consolidés pour plus de détails sur l'évolution du processus de restructuration financière.*

Les accords des obligations sécurisées de premier rang venant à échéance en 2023, émises le 21 février 2018 (appelées dans ce paragraphe les « Obligations de Premier Rang Refinancées ») prévoyaient une fenêtre de refinancement au pair.

Le 24 avril 2018, CGG Holding (U.S.) Inc. a émis des obligations sécurisées de premier rang à échéance 2023 d'un montant nominal total de 300 millions de dollars US portant intérêt au taux de 9,000% et d'un montant nominal total de 280 millions d'euros portant intérêt au taux de 7,875%

Le 9 mai 2018, CGG Holding (U.S.) Inc. a utilisé le produit de l'émission, complété des liquidités nécessaires, pour le remboursement anticipé total des « Obligations de Premier Rang Refinancées ».

*Voir la note 9 « Événements postérieurs à la clôture » des états financiers intermédiaires consolidés pour obtenir plus d'information sur le refinancement des Obligations de Premier Rang Refinancées.*

### **Application d'IFRS 15**

L'IASB a publié IFRS 15, une nouvelle norme traitant de la reconnaissance des revenus qui remplace toutes les normes IFRS existantes sur les revenus. La présente norme est entrée en vigueur le 1er janvier 2018 avec une application rétrospective totale (les états financiers doivent être présentés comme si la norme avait toujours été en vigueur) ou une application rétrospective limitée (en comptabilisant en capitaux propres l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme à la date de première application). CGG applique la norme IFRS 15 depuis le 1er janvier 2018 avec une application rétrospective limitée.

Suite aux analyses conduites, il s'avère que l'application d'IFRS 15 n'implique pas de changement dans les politiques de reconnaissance du chiffre d'affaires pour les activités de contrats exclusifs de services, de ventes d'équipements et d'après-ventes multi-clients.

La reconnaissance du chiffre d'affaires des contrats avec les participants initiaux des études multi-clients (« préfinancements ») est toujours en cours de discussion avec les commissaires aux comptes et les autorités de marché.

Dans ce contexte, et en l'absence d'un modèle de reconnaissance des revenus finalisé selon IFRS 15, CGG a décidé de présenter ses résultats du premier trimestre 2018 comme suit :

- (iii) un jeu de comptes - appelé « données des activités » – correspondant aux chiffres utilisés pour les besoins du reporting interne et produits avec la méthode historique du Groupe (méthode à l'avancement), et
- (iv) un second jeu de comptes - appelé « données publiées » – conforme à la méthode de comptabilisation retenue par d'autres acteurs de l'industrie sismique tel que décrit ci-dessus, où l'intégralité du revenu des contrats de préfinancement est reconnue à la livraison des données finales traitées.

Cette présentation est également utile aux utilisateurs de nos informations financières en améliorant la comparabilité avec les périodes antérieures.

*Pour plus d'information, se référer à la note 1.1 « Principaux principes comptables - IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » et la note 3 « Chiffre d'affaires » des états financiers intermédiaires consolidés.*

### **Facteurs affectant les résultats des opérations**

Nos résultats d'exploitation sont généralement affectés par une variété de facteurs, dont certains sont décrits ci-dessous et d'autres sont détaillés dans le chapitre 5 – « Situation financière, résultats et perspectives » du Document de Référence 2017.

#### ***Environnement de marché des activités géophysiques***

La demande concernant les produits et services du Groupe est traditionnellement liée aux investissements réalisés par les sociétés de l'industrie pétrolière et gazière dans les activités d'exploration, de production et de développement. Nous croyons que le niveau de dépenses de ces sociétés dépend de leur évaluation de leur capacité à approvisionner efficacement le marché du pétrole et du gaz dans l'avenir et de l'équilibre actuel de l'offre et de la demande d'hydrocarbures. Le marché géophysique a toujours été extrêmement volatile.

Nous croyons que de nombreux facteurs contribuent à la volatilité de ce marché, comme les incertitudes géopolitiques qui peuvent nuire à la confiance et à la visibilité essentielles aux processus décisionnels à long terme de nos clients et l'équilibre à moyen et long terme entre l'offre et la demande d'hydrocarbures. Les baisses de prix des hydrocarbures ou leur volatilité ont tendance à limiter la demande de services et produits sismiques. Depuis 2015, les compagnies pétrolières et gazières ont réduit leurs dépenses d'exploration et production du fait du déclin du prix du pétrole, menant à une réduction de la demande pour les produits et services du Groupe.

Les conditions de marché difficiles que nous avons connues en 2016 sont restées similaires en 2017, les clients restant extrêmement prudents en matière d'engagement de dépenses. Sur l'ensemble de l'année 2017, nous avons cependant enregistré, après trois années de baisse, une progression de 10% de notre chiffre d'affaires à 1 320 millions de dollars US et une croissance de l'EBITDAS de 14% à 372 millions de dollars US par rapport à 2016. Même si les perspectives sont incertaines avec des clients restant très prudents dans leurs investissements, dans le contexte actuel de hausse du cours du pétrole, nous constatons une amélioration graduelle du marché qui devrait se stabiliser en 2018 et se redresser progressivement au cours de l'année 2019.

*Pour plus d'informations sur l'environnement de marché, se référer aux paragraphes 1.3 « Principales activités du Groupe » et 3.1 « Facteurs de risque » du Document de Référence 2017.*

### Coûts fixes, Plan de Transformation et redimensionnement de la flotte

Le Groupe a des coûts fixes élevés et ses activités d'acquisition de données sismiques requièrent des capitaux importants et des engagements à long-terme. En conséquence, tout temps mort ou toute baisse de la productivité en raison notamment d'un fléchissement de la demande, d'une interruption due à des conditions météorologiques défavorables, de défaillances de l'équipement, de retards dans l'obtention de permis ou d'autres circonstances est susceptible de se traduire par une réduction du chiffre d'affaires et ainsi entraîner des pertes d'exploitation significatives. Certains navires du Groupe sont notamment affrétés coque-nue, ce qui génère des coûts fixes d'un montant significatif qui ne peuvent être facilement réduits avant l'expiration des chartes.

Afin de réduire la base de coûts fixes dans un environnement de marché difficile, la flotte sismique opérée a fait l'objet de mesures d'adaptation drastiques dans le cadre du Plan de Transformation, passant en l'espace de trois ans de 18 navires en 2014 à 5 navires 3D de grande capacité fin 2016, principalement dédiée à des programmes multi-clients. Au 31 décembre 2016, la flotte sismique opérée était constituée de cinq navires 3D de grande capacité, conformément au Plan de Transformation.

Au début de l'année 2017, le Groupe a mis en œuvre des mesures complémentaires visant à réduire l'exposition marine et améliorer la compétitivité de la flotte opérée. En janvier 2017 et mars 2017, le Groupe a d'abord conclu plusieurs accords pour réduire de manière substantielle les montants dus en vertu des contrats d'affrètement de certains navires à l'arrêt (Pacific Finder, Oceanic Phoenix et Viking Vanquish) et d'un navire sismique actif (Oceanic Champion). En avril 2017, le Groupe a ensuite mis en œuvre un nouveau régime de propriété de sa flotte, permettant d'accéder à des navires haut de gamme à des taux journaliers significativement réduits, en ligne avec les conditions de marché actuelles, et d'externaliser les coûts de « cold-stacking ».

Au 31 mars 2018, la flotte sismique opérée est constituée de cinq navires 3D de grande capacité.

Pour plus d'informations sur l'activité d'acquisition marine, se référer au paragraphe 1.3.1.1 « Acquisition Marine » et à la note 2 des états financiers consolidés du Document de Référence 2017.

### Carnet de commandes

Le carnet de commandes du Groupe s'élève à 507 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> Avril 2018. Les contrats de services peuvent occasionnellement être modifiés par consentement mutuel, et dans certains cas peuvent être annulés par le client avec un préavis très court et sans pénalité. En conséquence, le carnet de commandes à une date donnée peut ne pas représenter le résultat opérationnel réel d'une période à venir.

### Comparaison entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2018 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2017

#### Chiffre d'affaires

Le tableau ci-après présente le chiffre d'affaires consolidé par segment pour chacune des périodes présentées :

En millions de dollars US	3 mois clos le 31 mars			2017
	2018			
	Données des activités	Ajustements IFRS 15	Données Publiées	
Acquisition de Données Contractuelles Marine.....	28,9	—	28,9	44,6
Acquisition Terrestre et Multi-Physique.....	32,4	—	32,4	21,9
<b>Chiffre d'affaires du segment Acquisition de Données Contractuelles .....</b>	<b>61,3</b>	<b>—</b>	<b>61,3</b>	<b>66,5</b>
Données Multi-clients.....	84,4	(49,1)	35,3	72,2
Imagerie Subsurface et Réservoir .....	100,7	—	100,7	85,8
<b>Chiffre d'affaires du segment GGR.....</b>	<b>185,1</b>	<b>(49,1)</b>	<b>136,0</b>	<b>158,0</b>
<b>Chiffre d'affaires du segment Equipement .....</b>	<b>65,7</b>	<b>—</b>	<b>65,7</b>	<b>32,4</b>
Chiffre d'affaires éliminés et autres.....	(17,4)	—	(17,4)	(7,5)
<b>Chiffre d'affaires consolidé.....</b>	<b>294,7</b>	<b>(49,1)</b>	<b>245,6</b>	<b>249,4</b>

Le chiffre d'affaires consolidé publié du Groupe a diminué de 2% à 246 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 contre 249 millions de dollars US pour la période comparable en 2017.

Hors ajustements IFRS 15 de 49 millions de dollars US provenant de l'absence d'études livrées au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2018, le chiffre d'affaires des activités consolidé du Groupe a augmenté de 18% à 295 millions de dollars US contre 249 millions de dollars US pour la période comparable de 2017, porté par la reprise robuste des volumes sur nos segments GGR et Equipement.

### Acquisition de Données Contractuelles

Le chiffre d'affaires du segment Acquisition de Données Contractuelles a diminué de 8% au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 à 61 millions de dollars US contre 67 millions de dollars US pour la période comparable en 2017, en raison de la persistance de conditions de marché difficiles.

#### *Acquisition de Données Contractuelles Marine*

Le chiffre d'affaires de l'activité Acquisition de Données Contractuelles Marine a diminué de 35 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 à 29 millions de dollars US contre 45 millions de dollars US pour la période comparable en 2017, en raison principalement d'une allocation plus importante de la flotte aux programmes multi-clients à hauteur de 44% contre 29% au 1<sup>er</sup> trimestre 2017. Au premier trimestre 2017, nous avons exécuté un contrat majeur pour Pemex avec une configuration haut de gamme avec de multiples navires sources, ce qui a aussi contribué au niveau élevé du chiffre d'affaires sur la période par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2018.

Le taux de disponibilité des navires ressort à 93% au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, comparé à 91% au 1<sup>er</sup> trimestre 2017. Le taux de production s'établit à 96% pour les trois mois clos au 31 mars 2018 et se compare à un taux de production de 98% pour les trois mois clos au 31 mars 2017.

#### *Acquisition Terrestre et Multi-Physique*

Le chiffre d'affaires des activités Acquisition Terrestre et Multi-Physique s'élève au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 à 32 millions de dollars US, en hausse de 48%, contre 22 millions de dollars US pour la période comparable en 2017. Ces activités ont continué à s'améliorer comparé à une base très faible au 1<sup>er</sup> trimestre 2017.

### Géologie, Géophysique & Réservoir (GGR)

Le chiffre d'affaires publié du segment GGR est de 136 millions de dollars US, soit une diminution de 14% comparé à 158 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2017. Hors ajustements IFRS 15, le chiffre d'affaires des activités du segment GGR a augmenté de 17% à 185 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, contre 158 millions de dollars US pour la période comparable en 2017, en dépit de clients restant très prudents dans leurs investissements.

#### *Données multi-clients*

Le chiffre d'affaires publié de l'activité Données Multi-clients est en diminution de 51% à 35 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 contre 72 millions de dollars US pour la période comparable en 2017. Hors ajustements IFRS 15 de 49 millions de dollars US provenant de l'absence d'études délivrées au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2018, le chiffre d'affaires des activités de Données Multi-clients est en augmentation de 17% à 84 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 contre 72 millions de dollars US pour la période comparable en 2017. Les ventes multi-clients les plus importantes ont été réalisées au Brésil et en Mer du Nord.

Compte tenu de l'application d'IFRS 15, nous n'avons pas reconnu de chiffre d'affaires de préfinancements au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2018 en l'absence d'études livrées sur la période. Hors ajustements IFRS 15, les préfinancements ont diminué de 8% à 49 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 contre 53 millions de dollars US pour la période comparable en 2017. Le taux de préfinancement s'élève à 79% au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 contre 110% pour la période comparable en 2017.

Le chiffre d'affaires des après-ventes multi-clients est en augmentation de 85% à 35 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 comparé à 19 millions de dollars US pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2017.

#### *Imagerie Subsurface et Réservoir (« SIR »)*

Le chiffre d'affaires des activités Imagerie Subsurface et Réservoir a augmenté de 17% au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 à 101 millions de dollars US contre 86 millions de dollars US pour la période comparable en 2017, et ce dans toutes nos activités, malgré la prudence de nos clients.

### Equipement

La production totale du segment Equipement (comprenant les revenus internes et externes), est en hausse de 103% au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 à 66 millions de dollars US contre 32 millions de dollars US pour la période comparable en 2017.

Le chiffre d'affaires externe du segment Equipement a augmenté de 92% en passant de 26 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 à 49 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, montrant les signes d'un marché plus actif, en particulier celui des équipements sismiques terrestres.

Les ventes internes représentent 26% du chiffre d'affaires au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 contre 22% pour la période comparable en 2017.

Les ventes d'équipements sismiques terrestres représentent 78% du chiffre d'affaires total, contre 58% pour la période comparable en 2017, soutenus notamment par des livraisons d'Unite. Les ventes d'équipements sismiques marines représentent 22% du chiffre d'affaires total, contre 42% pour la période comparable 2017, avec notamment plusieurs livraisons de sections Sentinel.

### **Charges d'exploitation**

Les charges d'exploitation publiées (comprenant les dépréciations et amortissements) ont diminué de 14% à 239 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 contre 276 millions de dollars US pour la période comparable de 2017. Hors ajustements IFRS 15 de (38) millions de dollars US sur les amortissements des études multi-clients, les charges d'exploitation des activités sont restées stables à 277 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 comparé à 276 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2017. Les dotations aux amortissements publiées des études multi-clients représentent 18% des revenus multi-clients publiés au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 contre 66% au 1<sup>er</sup> trimestre 2017. Hors ajustements IFRS 15, les dotations aux amortissements des activités des études multi-clients représentent 53% des revenus des activités multi-clients.

Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé publié, les charges d'exploitation publiées s'élèvent à 97% au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 contre 111% pour la période comparable de 2017. Hors ajustements IFRS 15, les charges d'exploitation des activités ont diminué à 94% du chiffre d'affaires des activités consolidé au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 contre 111% pour la période comparable de 2017. La marge brute d'exploitation publiée est un profit de 7 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 contre une perte de 27 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, représentant respectivement un profit de 3% et une perte de 11% du chiffre d'affaires consolidé publié. La marge brute d'exploitation des activités est un profit de 18 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 contre une perte de 27 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, représentant respectivement un profit de 6% et une perte de 11% du chiffre d'affaires consolidé des activités.

Les dépenses de recherche et de développement ont diminué de 11% à 7 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 contre 8 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, et représentent 3% du chiffre d'affaires publié pour ces deux périodes. Les dépenses de recherche et développement représentent 2% du chiffre d'affaires des activités au 1<sup>er</sup> trimestre 2018.

Les dépenses commerciales et de marketing restent stables à 13 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 et au cours de la période comparable de 2017, principalement en raison de la finalisation de notre Plan de Transformation.

Les dépenses administratives et générales ont légèrement augmenté au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 à 21 millions de dollars US contre 20 millions de dollars US pour la période comparable de 2017, l'effet positif de notre Plan de Transformation étant plus que compensé par l'environnement de change défavorable avec un taux de 1,22 dollars US contre un euro pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2018 contre un taux de 1,06 dollars US contre un euro pour la période comparable de 2017. Les dépenses administratives et générales représentent 9% du chiffre d'affaires consolidé publié au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 contre 8% au 1<sup>er</sup> trimestre 2017. Les dépenses administratives et générales représentent 7% du chiffre d'affaires consolidé des activités au 1<sup>er</sup> trimestre 2018.

Les autres charges d'exploitation nettes s'élèvent à 33 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2018. Elles incluent principalement (i) 21 millions de dollars US de charges de restructuration liées au Plan de Transformation (ii) et 13 millions de dollars US de frais et honoraires liés à la restructuration financière.

Les autres charges d'exploitation nettes se sont élevées à 29 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2017. Elles incluaient principalement (i) 18 millions de dollars US de coûts de restructuration liés au Plan de Transformation dont 12 millions de dollars US liés à la gestion proactive des contrats d'affrètement des navires (ii) et 12 millions de dollars US de coûts liés à la restructuration financière.

*Pour plus d'informations sur la gestion proactive des contrats d'affrètement et sur notre Plan de Transformation, se référer à la note 2 des états financiers consolidés du Document de Référence 2017.*

### **Résultat d'exploitation**

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, le résultat d'exploitation publié est une perte de 67 millions de dollars US (se référer à la note 5 des états financiers intermédiaires) comparé à une perte de 97 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2017. Hors ajustements IFRS 15 et l'impact du Plan de Transformation et de la Restructuration Financière, le résultat d'exploitation des activités est une perte de 22 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 contre une perte de 67 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2017.

Le résultat d'exploitation des activités du segment Acquisition de Données Contractuelles au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 est une perte de 34 millions de dollars US contre une perte de 39 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, principalement en raison de conditions de marché difficiles et de délais liés aux mauvaises conditions météorologiques.

Le résultat d'exploitation des activités du segment GGR est de 38 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, contre 18 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre de 2017, principalement en raison d'un mix favorable de ventes multi-clients,



avec un taux d'amortissement représentant 53% des revenus des activités multi-clients au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 à comparer à 66% au 1<sup>er</sup> trimestre 2017.

Le résultat d'exploitation des activités du segment Equipement au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 est une perte de 10 millions de dollars US contre une perte de 16 millions de dollars US pour la période comparable en 2017, impacté par des volumes qui restent faibles, un mix de ventes et un environnement de taux de change défavorables, malgré un marché plus actif.

Le résultat d'exploitation des activités du segment NOR est une perte de 7 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 contre une perte de 20 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, en raison principalement de la mise en œuvre du nouveau régime de propriété de notre flotte.

### ***Sociétés mises en équivalence***

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'est élevé à 1 million de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 contre 3 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2017.

### ***Résultat avant charges d'intérêts et impôts (« EBIT »)***

L'EBIT publié au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, tel que présenté en note 5 des états financiers consolidés intermédiaires, est une perte de 66 millions de dollars US pour les raisons décrites plus haut, contre une perte de 94 millions de dollars US pour la période 2017 comparable. Hors ajustements IFRS 15 et impacts du Plan de Transformation et de la Restructuration Financière, l'EBIT des activités au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 est une perte de 21 millions de dollars US contre une perte de 65 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2017.

L'EBIT des activités du segment Acquisition de Données Contractuelles au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 est une perte de 29 millions de dollars US contre une perte de 36 millions de dollars US pour la période 2017 comparable.

L'EBIT des activités du segment GGR est de 38 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, contre 18 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre de 2017.

L'EBIT des activités du segment Equipement au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 est une perte de 10 millions de dollars US contre une perte de 16 millions de dollars US pour la période 2017 comparable.

L'EBIT des activités du segment NOR au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 est une perte de 11 millions de dollars US contre une perte de 20 millions de dollars US pour la période 2017 comparable.

### ***Résultat financier et charges financières***

Le coût net de l'endettement financier a diminué de 29% à 33 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 contre 47 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 suite à la réduction de notre dette dans le cadre de la restructuration financière.

Les autres produits et charges financiers au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 sont un produit de 763 millions de dollars US contre une perte de 2 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, venant de l'impact fortement positif de la restructuration financière pour 771 millions de dollars US et de 11 millions de dollars US de coûts liés au refinancement des obligations de premier rang (prorata temporis).

### ***Impôts***

La charge d'impôts publiée s'élève à 17 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 à comparer à une charge de 2 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2017.

### ***Résultat net***

Le résultat net consolidé publié au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 est un profit de 647 millions de dollars US contre une perte de 145 millions de dollars US pour la période comparable en 2017, résultant de l'ensemble des facteurs présentés ci-avant.

### **Arrangements financiers**

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan de restructuration financière, le Groupe a émis le 21 février 2018 des obligations sécurisées de premier rang à échéance 2024 et des obligations sécurisées de second rang à échéance 2023. Dans le même temps, la quasi-totalité de la dette non sécurisée a été converti en capital.

Au 31 mars 2018, nos arrangements financiers les plus importants étaient les suivants :

- 665 millions de dollars US d'obligations sécurisées de premier rang (appelées dans ce paragraphe les « Obligations de Premier Rang Refinancées ») (intérêts capitalisés inclus), à échéance 2023;
- 458 millions de dollars US d'obligations sécurisées de second rang (intérêts capitalisés inclus), à échéance 2024.

Les accords des « Obligations de Premier Rang Refinancées » émises par CGG Holding (U.S.) le 21 février 2018 prévoyaient une fenêtre de refinancement au pair.

Dans ce cadre, le 24 avril 2018, CGG Holding (U.S.) Inc. a émis des obligations sécurisées de premier rang à échéance 2023 d'un montant nominal total de 300 millions de dollars US portant intérêt au taux de 9,000% et d'un montant nominal total de 280 millions d'euros portant intérêt au taux de 7,875% (ensemble, les « Nouvelles Obligations de Premier Rang »).

Le 9 mai 2018, CGG Holding (U.S.) Inc. a utilisé le produit de l'émission, complété des liquidités nécessaires, pour le remboursement anticipé total des « Obligations de Premier Rang Refinancées ».

*Voir la note 9 « Événements postérieurs à la clôture » des états financiers intermédiaires consolidés pour obtenir plus d'information sur le refinancement des obligations sécurisées de premier rang à échéance 2023.*

## **Flux de trésorerie**

### ***Exploitation***

L'excédent de trésorerie publié généré par les opérations d'exploitation s'élève à 7 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2018 contre une consommation de 11 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2017. Avant variation du besoin en fonds de roulement, le flux de trésorerie publié consommé par les opérations d'exploitation s'est élevé à 58 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2018 contre 24 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2017. La variation du besoin en fonds de roulement publiée pour les trois mois clos le 31 mars 2018 a eu un impact positif de 65 millions de dollars US contre un impact positif de 13 millions de dollars US sur la période comparable en 2017.

Hors ajustements IFRS 15 et impacts du Plan de Transformation et de la Restructuration Financière, le flux de trésorerie généré par les opérations d'exploitation des activités s'élève à 63 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2018 contre 34 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2017. Avant variation du besoin en fonds de roulement des activités, le flux de trésorerie généré par les opérations d'exploitation des activités s'est élevé à 31 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2018 contre 22 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2017. La variation du besoin en fonds de roulement des activités pour les trois mois clos le 31 mars 2018 a eu un impact positif de 32 millions de dollars US contre 13 millions de dollars US sur la période 2017 comparable, principalement en raison du dégonflement des stocks et de la réduction des comptes clients et comptes rattachés, alors que les termes et conditions de paiement s'améliorent progressivement suite à l'émergence des procédures Chapter 11 aux Etats-Unis et de sauvegarde en France et à la finalisation de la restructuration financière.

### ***Investissement***

Le flux de trésorerie affecté aux investissements s'élève à 87 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2018 contre 61 millions de dollars US pour la période 2017 comparable.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018, les investissements industriels, y compris le « lease pool » Sercel et les variations des fournisseurs d'immobilisation, s'élèvent à 21 millions de dollars US (24 millions de dollars US hors variations des fournisseurs d'immobilisation). Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2017, les investissements industriels, y compris le « lease pool » Sercel et les variations des fournisseurs d'immobilisation, se sont élevés à 13 millions de dollars US (13 millions de dollars US hors variations des fournisseurs d'immobilisation).

Les coûts de développements capitalisés s'élèvent pour leur part à 8 millions de dollars US au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2018, contre 7 millions de dollars US au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2017.

Le Groupe a également investi 62 millions de dollars US dans la bibliothèque d'études multi-clients pour les trois mois clos le 31 mars 2018, principalement en Amérique Latine et au Mozambique, contre 48 millions de dollars US pour la période comparable 2017. Au 31 mars 2018, la valeur nette comptable de la bibliothèque d'études multi-clients publiée s'élève à 1 012 millions de dollars US contre 951 millions de dollars US au 31 décembre 2017. Hors ajustements IFRS 15, la valeur nette comptable de la bibliothèque d'études multi-clients des activités s'élève à 854 millions de dollars US contre 831 millions de dollars US au 31 décembre 2017.

### **Financement**

Le flux de trésorerie généré par les opérations de financement s'élève à 299 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2018 en raison de la finalisation de la restructuration financière le 21 février 2018, contre une consommation de 70 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2017.

Voir la note 2 « Evénements Significatifs » des états financiers intermédiaires consolidés pour obtenir plus d'information sur le processus de restructuration financière.

### **Dettes financières nettes**

La dette financière nette au 31 mars 2018 s'élève à 659 millions de dollars US contre 2 640 millions de dollars US au 31 décembre 2017, résultant de la mise en œuvre de notre restructuration financière. Le ratio dette financière nette sur capitaux propres s'élève à 27% au 31 mars 2018 contre 540% au 31 décembre 2017.

La dette financière brute comprend les concours bancaires, la part à court terme des dettes financières et les dettes financières à long terme. La dette financière nette correspond à la dette financière brute moins les disponibilités et valeurs mobilières de placement.

La dette financière nette est présentée comme une information complémentaire car certains investisseurs estiment que présenter la dette nette des disponibilités fournit une meilleure appréciation du risque d'endettement financier. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur dette nette différemment. La dette nette ne mesure pas la performance financière en IFRS et ne doit pas être considérée comme une alternative à d'autres mesures de performances présentées en IFRS.

Le tableau suivant présente les différents éléments de la dette nette aux 31 mars 2018 et 31 décembre 2017 :

En millions de dollars US	<b>31 mars 2018 (non audité)</b>	<b>31 décembre 2017</b>
Concours bancaires .....	0,1	0,2
Part à court terme des dettes financières .....	18,4	2 902,8
Dettes financières à long terme .....	1 178,9	52,3
<b>Dettes financières brute</b> .....	<b>1 197,4</b>	<b>2 955,3</b>
Moins disponibilités et valeurs mobilières de placement.....	(538,1)	(315,4)
<b>Dettes financières nettes</b> .....	<b>659,3</b>	<b>2 639,9</b>

Voir la note 2 « Evénements Significatifs » et la note 4 « Dettes Financières et Trésorerie » des états financiers intermédiaires consolidés pour plus d'informations. Voir également la section « Ressources Financières » dans notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

### **EBIT et EBITDAS (non audité)**

L'EBIT est défini comme le résultat d'exploitation plus le résultat des sociétés mises en équivalence. L'EBIT peut être utilisé comme un indicateur de performance par le management, en complément du résultat d'exploitation, en raison d'une part significative de nos activités gérées au travers de nos sociétés mises en équivalence.

L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières, taxes, résultat des sociétés mises en équivalence, dépréciations, amortissements nets de ceux capitalisés dans la librairie multi-clients, et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites sous conditions de performance. L'EBITDAS est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par certains investisseurs pour déterminer les flux liés à l'exploitation et la capacité à rembourser le service de la dette et à financer les investissements nécessaires.

D'autres sociétés peuvent présenter leur EBIT et EBITDAS différemment. L'EBIT et l'EBITDAS ne mesurent pas la performance financière en IFRS et ne doivent pas être considérés comme une alternative aux Flux de trésorerie provenant de l'exploitation, ni à d'autres mesures de liquidité, ni à une alternative au résultat net comme indicateur de notre performance opérationnelle ou d'autres mesures de performance présentées en IFRS.

Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBITDAS et de l'EBIT avec le résultat net de l'ensemble consolidé provenant du compte de résultat, pour chaque période mentionnée :

En millions de dollars US	3 mois clos le 31 mars					
	2018			2017		
	Données des activités	Ajustements IFRS 15 et Plan de Transformation / Restructuration Financière	Données Publiées	Données des activités	Plan de Transformation	Données Publiées
<b>EBITDAS</b> .....	<b>53,0</b>	<b>(83,0)</b>	<b>(30,0)</b>	<b>28,7</b>	<b>(29,7)</b>	<b>(1,0)</b>
Amortissements et dépréciations.....	(35,9)	—	(35,9)	(52,9)	—	(52,9)
Amortissements et dépréciations des études multi-clients .....	(44,6)	38,2	(6,4)	(47,7)	—	(47,7)
Amortissements et dépréciations capitalisés des études multi-clients .....	5,5	—	5,5	5,4	—	5,4
Coût des paiements en actions .....	(0,3)	—	(0,3)	(0,7)	—	(0,7)
<b>Résultat d'exploitation</b> .....	<b>(22,3)</b>	<b>(44,8)</b>	<b>(67,1)</b>	<b>(67,2)</b>	<b>(29,7)</b>	<b>(96,9)</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence.....	1,3	—	1,3	2,5	—	2,5
<b>EBIT</b> .....	<b>(21,0)</b>	<b>(44,8)</b>	<b>(65,8)</b>	<b>(64,7)</b>	<b>(29,7)</b>	<b>(94,4)</b>
Coût de l'endettement financier net .....			(33,2)			(46,8)
Autres produits (charges) financiers .....			762,8			(1,6)
Total impôts sur les bénéfices.....			(17,2)			(2,3)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b> .....			<b>646,6</b>			<b>(145,1)</b>

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, l'EBITDAS publié est une perte de 30 millions de dollars US, représentant (12)% du chiffre d'affaires consolidé publié, comparé à une perte de 1 million de dollars US, représentant (0,4)% du chiffre d'affaires consolidé publié pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2017.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, l'EBITDAS publié inclut 34 millions de dollars US de coûts relatifs au Plan de Transformation contre 30 millions de dollars US pour la période comparable de 2017.

L'EBITDAS des activités est un profit de 53 millions de dollars US, représentant 18% du chiffre d'affaires consolidé des activités, comparé à un profit de 29 millions de dollars US, représentant 12% du chiffre d'affaires consolidé des activités pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2017.

Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBITDAS avec les flux de trésorerie provenant de l'exploitation du tableau de financement, pour chaque période mentionnée :

En millions de dollars US	3 mois clos le 31 mars					
	2018			2017		
	Données des activités	Ajustements IFRS 15 et Plan de Transformation / Restructuration Financière	Données Publiées	Données des activités	Plan de Transformation	Données Publiées
<b>EBITDAS</b> .....	<b>53,0</b>	<b>(83,0)</b>	<b>(30,0)</b>	<b>28,7</b>	<b>(29,7)</b>	<b>(1,0)</b>
Autres produits (charges) financiers .....	2,8	760,0	762,8	(1,6)	—	(1,6)
Augmentation (diminution) des provisions.....	(1,3)	(5,9)	(7,2)	1,1	(30,2)	(29,1)
(Plus) ou moins-values de cessions d'actif.....	(1,2)	—	(1,2)	(0,8)	—	(0,8)
Dividendes reçus .....	—	—	—	—	—	—
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie.....	(19,9)	(760,0)	(779,9)	(2,7)	14,7	12,0
Impôt décaissé .....	(2,9)	—	(2,9)	(3,1)	—	(3,1)
Variation du besoin en fonds de roulement.....	32,3	33,2	65,5	12,8	—	12,8
<b>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</b> .....	<b>62,8</b>	<b>(55,7)</b>	<b>7,1</b>	<b>34,4</b>	<b>(45,2)</b>	<b>(10,8)</b>

### Obligations contractuelles (non audité)

Le tableau suivant présente pour les exercices à venir les paiements futurs relatifs aux obligations et engagements contractuels au 31 mars 2018 :

En millions de dollars US	Paiements dus par période				Total
	Moins d'un an	2-3 ans	4-5 ans	Après 5 ans	
Dettes financières (intérêts capitalisés inclus) .....	4,0	0,7	737,7	757,2	1 499,6
Autres obligations à long terme (intérêts) .....	84,0	180,0	195,8	40,6	500,4
<b>Total Obligations liées à des dettes financières<sup>(a)</sup> .....</b>	<b>88,0</b>	<b>180,7</b>	<b>933,5</b>	<b>797,8</b>	<b>2 000,0</b>
Obligations issues des crédits-baux (non actualisés) .....	8,3	16,0	10,1	—	34,4
Obligations issues des locations simples .....	119,3	155,0	133,7	223,7	631,7
- Contrat d'affrètement coque-nue des navires <sup>(a)</sup> .....	70,1	99,2	91,3	182,6	443,2
- Autres obligations issues des locations simples .....	49,2	55,8	42,4	41,1	188,5
<b>Total Obligations contractuelles<sup>(b)</sup> .....</b>	<b>215,6</b>	<b>351,7</b>	<b>1 077,3</b>	<b>1 021,5</b>	<b>2 666,1</b>

(a) Au 31 mars 2018, le montant des engagements hors bilan correspondant aux chartes coques-nue s'élevait à 443,2 millions de dollars US. Ce montant inclut :

- 390,3 millions de dollars US liés aux navires opérés via GSS et garantis par CGG SA,
- 12,1 millions de dollars US liés aux navires inclus dans le plan de réduction de la flotte, et
- 40,8 millions de dollars US liés aux autres navires opérés par le Groupe.

(b) Les paiements en devises sont convertis en dollar US au taux de change du 31 mars 2018.

### **PARTIE 3: CONTROLES ET PROCEDURES**

Il n'y a eu aucun changement dans notre contrôle interne sur le reporting financier durant la période couverte par ce rapport qui aurait affecté matériellement ou qui pourrait affecter matériellement notre contrôle interne sur le reporting financier.